

# antiano<sup>éco</sup>

La revue économique des Antilles-Guyane

## Bilan économique 2013 en Martinique Un redémarrage encore faible





# antiane

La revue économique des Antilles-Guyane

N° 77

## *Bilan économique 2013 en Martinique*

### **Synthèse régionale**

3 *Un redémarrage encore faible*

### **Contexte national et international**

4 *Consolidation inégale de la reprise en 2013*

### **Actualités**

7 *2013 en quelques dates*

### **Emploi - Chômage**

8 *Emploi salarié marchand au niveau le plus bas*

10 *Le chômage s'enlise*

### **Démographie des entreprises**

12 *Baisse des créations d'entreprises*

### **Epargne-Crédit**

14 *Les banques maintiennent globalement leur financement en 2013*

### **Prix de détail**

16 *Ralentissement des prix en Martinique*

### **Agriculture**

18 *La météo atypique a eu des conséquences en demi-teinte sur la production agricole*

### **Logement**

20 *Un niveau des autorisations de construire en forte augmentation*

### **Transport maritime**

22 *Des activités en baisse*

### **Transport aérien**

24 *Le trafic passagers en hausse*

### **Automobile**

26 *Le marché automobile reste atone*

### **Tourisme**

28 *L'activité hôtelière retrouve des couleurs en 2013*

### **Commerce extérieur**

30 *Des échanges commerciaux en retrait*

### **Synthèses régionales**

32 *Guadeloupe et Guyane*

# Édito

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du manque de dynamisme des économies émergentes. Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau. Contrairement au reste de la zone euro, la croissance française n'accélère pas en 2013. Le PIB progresse très faiblement de + 0,3 %, comme en 2012.

En Amérique latine et dans la caraïbe, l'activité ralentit. Dans les petites Antilles, l'activité reste morose et en attente d'une reprise franche de l'activité touristique.

Dans ce contexte empreint de morosité, les trois départements français d'Amérique (DFA) n'échappent pas à l'immobilisme mondial. Aux Antilles françaises l'activité reste atone. L'emploi salarié marchand recule et le chômage augmente. L'économie guyanaise, dont le PIB n'a pas reculé depuis 2008, affiche des signes de ralentissement

Ce bilan établi pour l'année 2013 propose un regard sur l'économie martiniquaise située dans son contexte international, national et interrégional. Je remercie tous les contributeurs des organismes ayant contribué au succès des bilans des années précédentes et ceux ayant œuvré à cette nouvelle édition :

- la Société par Actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (Samac),
- la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (Deal) de Martinique,
- l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-mer (Iedom) de Martinique,
- Le Grand Port Maritime de la Martinique (Gpmlm),
- La Direction de l'Agriculture et de la Forêt Martinique,
- La Caisse d'Allocations Familiales Martinique.

Nous vous souhaitons à tous une bonne lecture et vous invitons à consulter cette édition et celle de l'année précédente sur [www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique).

Les bilans de la Guadeloupe et de la Guyane sont consultable sur notre site : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

---

Didier BLAIZEAU



# Un redémarrage encore faible

**Dans un contexte national encore fragile, les principaux acteurs économiques de la Martinique semblent s'essouffler. La reprise espérée en 2012 ne se confirme pas en 2013. Longtemps portées par la commande publique et l'investissement, les moteurs de l'économie martiniquaise tournent au ralenti. Dans ce contexte, la consommation des ménages ne redémarre pas encore.**

L'évolution de l'emploi et du chômage reflète la panne de croissance de l'économie. Ainsi, la tendance baissière de l'emploi salarié observable depuis 2009 se poursuit en 2013. Le commerce et la construction ont particulièrement souffert de ces pertes d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 2,8 % sur le territoire. Son corollaire, le taux de chômage, deux fois plus élevé que dans l'Hexagone, s'élève à 22,8 %.

Le levier généralement activé par la population pour trouver un emploi dans un marché du travail tendu, ne fonctionne plus. En effet, les créations d'entreprises ont baissé de 10 % en 2013 en raison principalement d'une chute inédite des créations d'auto-entreprises (-16 %) depuis leur instauration en 2009. Seul le secteur de la construction enregistre une hausse en lien avec des travaux de construction du transport en commun en site propre et des autorisations de construire en progression de 30 %. En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, les banques ont globalement maintenu leurs financements. Ainsi, les crédits accordés aux ménages (à l'habitat) et aux collectivités progressent même s'ils reculent pour les entreprises.

L'inflation qui s'élève à 1,3 % en 2013, est pour la deuxième année consécutive inférieure à celle observée l'année précédente. Elle est principalement portée par les produits alimentaires et les services (respectivement +3,3 % et +1,1 %). A l'inverse, les prix des produits pétroliers baissent de 1,3 % en raison du recul des prix

du supercarburant et de la bouteille de gaz.

Avec un pouvoir d'achat contraint, la consommation est en berne, les ménages privilégiant l'épargne. Les trafics maritime et aérien de marchandises s'en ressentent. La méfiance des ménages conjugue à l'attentisme des entreprises entraîne une baisse significative des importations de biens d'équipement. Le marché de l'automobile est l'exemple le plus marquant. En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neuf a baissé de 3,5 % alors que celui des occasions enregistrent une croissance moyenne de 2 % par an depuis les années 2000. Après plusieurs années de progression, les exportations de sucre et de rhum sont en retrait.

Dans ce contexte morose, peu d'indicateurs économiques restent positifs. Le trafic aérien de passagers reprend un nouveau souffle avec une évolution de +7,6 % de la ligne transatlantique. Cette affluence redonne des couleurs à l'activité hôtelière qui enregistre les meilleurs taux de fréquentation des quatre dernières années. Par ailleurs, elle a dynamisé les activités de réservation de voyage et restauration. Les escales de croisière continuent également leur progression et le nombre de passagers a plus que doublé.

Sylvia URGEN



# Consolidation inégale de la reprise en 2013

**En 2013, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme proche de 2012. L'embellie relative des économies avancées en fin d'année a été compensée par une dynamique moindre des économies émergentes.**

Aux États-Unis en 2013, la reprise s'est consolidée grâce au soutien de la consommation privée. Bien que la croissance ait été moins dynamique qu'en 2012 (1,9 % après 2,8 %), en lien avec un premier semestre morose, l'économie américaine a fortement accéléré au second semestre, soutenue par la demande intérieure. Les améliorations sur le marché du travail et les niveaux de taux d'intérêt toujours attractifs ont contribué fortement à soutenir les dépenses de consommation et d'investissement des ménages.

### Stabilité de la croissance mondiale

La reprise des marchés immobilier et financier a favorisé l'investissement des entreprises. Dans un contexte de détente, en raison de la levée de la limite de la dette souveraine jusqu'à 2015, les liquidités distribuées par la Fed aux banques, en soutenant les marchés financiers, ont réussi à intervenir sur l'économie réelle. En lien avec une forte demande extérieure sur le pétrole, les exports ont été dynamiques, et

les perspectives récentes d'amélioration de l'économie mondiale ont également contribué positivement à travers le restockage.

En Chine et en Inde, le rythme de croissance en 2013 reste proche de celui de 2012 (respectivement 7,7 % et 4,4 %), mais toujours environ 2 points en dessous de leur croissance historique moyenne depuis 2000. La demande mondiale toujours atone, continue de pénaliser ces économies fortement exportatrices. En Inde, les prix à la consommation, qui ont encore augmenté cette année de près de 10 % en un an, menacent toujours d'éroder les progrès enregistrés. A contrario, en Chine la hausse des prix s'est stabilisée, identique à 2012 (+ 2,6 %).

Au Japon, l'activité du pays reste modérée (1,5 % après 1,4 %). Les coûts de la reconstruction continuent de peser via les taxes, qui contrebalancent en grande partie les mesures de soutien et la politique monétaire accommodante. C'est donc la hausse de la demande des pays partenaires, en lien avec la dépréciation récente du Yen, et la demande intérieure dynamique (+ 2,2 %) qui ont soutenu l'activité.

Au cours de l'année 2013, les prix du pétrole sont restés stables, mais élevés, soutenant les niveaux des prix des produits alimentaires, en particulier des produits frais.

### Zone Euro, vers la fin de la récession

En 2013, l'activité dans la zone euro a encore reculé (- 0,5 %), en raison

des acquis très négatifs engagés fin 2012. L'activité se stabilise progressivement ; à partir du deuxième trimestre la croissance trimestrielle a été positive, soutenue par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises. Dans un contexte de poursuite de la consolidation budgétaire avec un marché du travail dégradé, la demande finale diminue à un rythme moindre qu'en 2012 (- 0,9 % après - 1,7 %). Les effets des opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne afin d'apaiser les tensions financières, commencent seulement à être perceptibles dans le desserrement des conditions de crédit nécessaire au redémarrage de l'investissement dans certains pays. Dans les pays les plus endettés, les agents anticipent toujours une hausse de la fiscalité, entraînant l'attentisme.

La reprise économique diffère fortement entre les pays membres. La demande intérieure contribue toujours très négativement à l'activité en Espagne et en Italie (respectivement en baisse de 2,7 % et 2,6 %), en raison des fortes incertitudes qui pèsent sur les politiques fiscales anticipées. L'activité en Allemagne reste atone (+ 0,5 %), toutefois supérieure à celle de la zone et portée par un marché du travail en amélioration. Au Portugal et en Grèce, l'activité continue de se dégrader mais à un rythme moindre (baisse respective de - 1,4 % et - 3,9 % du produit intérieur brut), la situation reste particulièrement préoccupante en Grèce.

En 2013, l'inflation diminue fortement en Europe (+ 1,3 % après + 2,5 %).



## En France, la reprise poussive est portée par le commerce extérieur

En 2013, la croissance de l'économie française reste atone, égale à 2012 (+ 0,3 %). C'est le moindre investissement privé des ménages comme des entreprises, qui a principalement pénalisé l'activité (respectivement -2,9 % et -0,4 %), ainsi que le déstockage des entreprises (contribution de -0,2 point à la croissance). L'investissement des entreprises non financières en construction et en matériels de transport se tasse encore, en raison des mauvaises performances de ces secteurs (respectivement -2,1 % après -0,3 % et -11,0 % après +14,3 %). Le taux de marge et d'autofinancement des sociétés non financières diminuent de nouveau, atteignant des niveaux préoccupants.

Dans cette conjoncture dégradée, la consommation des ménages n'a que peu soutenue l'économie (+ 0,6 %, contribution de 0,4 point de PIB). Ce comportement, à relier à un pouvoir d'achat qui n'a pas évolué en 2013, résulte d'une masse salariale nette reçue qui ralentit, d'une hausse des cotisations salariales et d'une accélération des impôts courants. La consommation de biens manufacturés diminue encore, mais moins vivement qu'en 2012 (-0,8 % après -1,5 %). Cela résulte notamment d'un repli moins important des achats d'automobiles (-5,7 % après -8,0 %). Tradition-

nellement dynamiques (+ 10,0 % en moyenne par an entre 2005 et 2011), les dépenses en biens d'équipements ralentissent de nouveau (+ 4,6 % après + 4,9 % en 2012) : c'est la plus faible hausse depuis 1993.

Le commerce extérieur a faiblement soutenue la croissance en France en 2013 (contribution + 0,1 point à la croissance du PIB). Nos exportations ont en effet repris à un rythme supérieur à nos importations.

L'inflation en France en 2013 est très faible (+ 0,9 %), les prix des principaux postes de consommation ont ralenti ou reculé de nouveau en 2013.

## L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2013, en Amérique Latine et dans la Caraïbe, l'activité a ralenti encore légèrement à 2,8 %, toujours en deçà de sa moyenne sur la période 2000-2010.

Au Brésil, l'activité redémarre doucement (+ 2,3 %). Malgré la dépréciation du real, l'investissement privé reste faible en raison d'une perte de compétitivité et de confiance des entrepreneurs. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale contiennent toujours l'inflation (+ 6,2 %), protégeant les gains de pouvoir d'achat par rapport à la décennie précédente où l'inflation annuelle était près de deux fois supérieure.

En Argentine et au Venezuela, la croissance reste inférieure à celles enregistrées les années précédentes (respectivement + 4,3 % et + 1,0 %). Les difficultés à maîtriser leur politique monétaire et leur taux de change ont fortement pesé sur la confiance des investisseurs, portant un coup important sur les réserves monétaires. L'inflation non maîtrisée atteint des niveaux historiques (respectivement +10,6 % et + 40,7 %), pesant fortement sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette année, la croissance a été faible au Mexique (+ 1,1 %), les canaux de diffusion de la reprise américaine agissant avec retard. L'inflation est modérée (+ 3,8 %).

Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale) l'activité est restée morose dans un environnement toujours plus compétitif. Alors que la dette publique poursuit sa dégradation et que les conditions financières sont serrées, le soutien de l'activité par les dépenses publiques reste un défi. La reprise lente de l'activité touristique ne permet pas de réduire le surendettement. Seule l'amélioration de la conjoncture mondiale, en particulier celle des États-Unis, offre des perspectives d'assainissement.

Fabien BREUILH

### Pour en savoir plus

#### Fonds Monétaire International

World Economic Outlook (WEO), "Recovery Strengthens, Remains Uneven", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/Pubs/ft/weo/2014/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Rising Challenges", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2014/whd/eng/pdf/wreo0414.pdf>

Insee

Note de conjoncture, «La zone euro retrouve un peu de tonus», mars 2014.

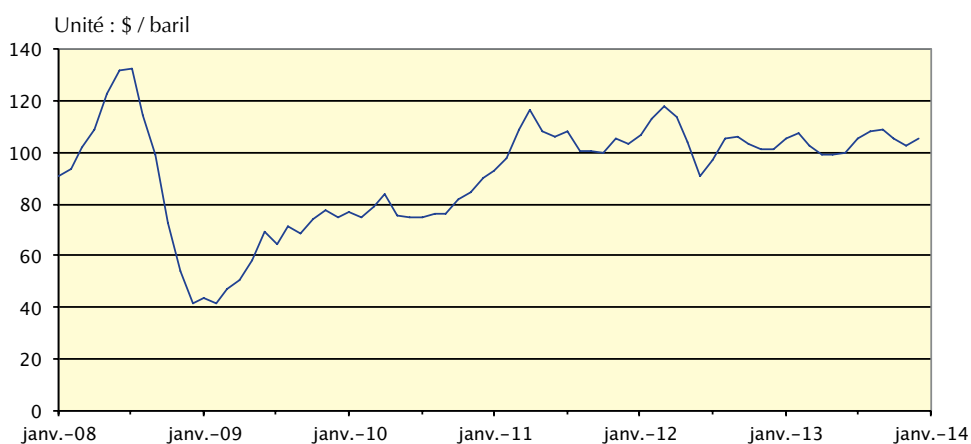
[http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous\\_theme=3&page=note.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm)

Les comptes de la nation en 2013, «Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise», Insee Première n°1447, mai 2014.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1499/ip1499.pdf>



## Les prix du pétrole restent élevés Évolution du prix moyen du baril de Brent



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

## Une reprise toujours inégale Croissance du PIB en 2012 et 2013, projections pour 2014 et 2015

	2011	2012	2013	projections	
				2014	2015
<b>Monde</b>	3,9	3,2	3,0	3,6	3,9
<b>Economies avancées</b>	1,7	1,4	1,3	2,2	2,3
Etats Unis	1,8	2,8	1,9	2,8	3,0
Zone Euro, dont :	1,6	-0,7	-0,5	1,2	1,5
France	2,0	0,3	0,3	1,0	1,5
Allemagne	3,4	0,9	0,5	1,7	1,6
Japon	-0,5	1,4	1,5	1,4	1,0
<b>Pays émergents ou en développement</b>	6,3	5,0	4,7	4,9	5,3
Chine	9,3	7,7	7,7	7,5	7,3
Inde	6,6	4,7	4,4	5,4	6,4
<b>Amérique Latine - Caraïbes</b>	4,6	3,1	2,7	2,5	3,0
Brésil	2,7	1,0	2,3	1,8	2,7
Venezuela	4,2	5,6	1,0	-0,5	-1,0
Amérique Centrale <sup>1</sup>	4,7	4,0	4,0	4,0	4,0
Panama	10,9	4,0	8,0	7,2	6,9
<b>Caraïbes<sup>2</sup></b>	2,8	3,5	2,8	3,3	3,3
Haïti	5,5	2,9	4,3	4,0	4,0
République Dominicaine	4,5	3,9	4,1	4,5	4,1
Antigua et Barbuda	-2,1	2,8	0,5	1,6	1,9
Dominique	0,2	3,9	4,1	4,5	4,1
Sainte-Lucie	1,4	-1,3	-1,5	0,3	1,0
Barbade	0,8	0,0	-0,7	-1,2	0,9
Trinidad et Tobago	-2,6	1,2	1,6	2,2	2,2
Suriname	5,3	4,8	4,7	4,0	4,0

<sup>1</sup> Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

<sup>2</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines et Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2005





# 2013 en quelques dates

## 16 janvier

Au terme d'un long conflit des marins-pêcheurs, une aide d'urgence de 3,5 millions d'euros leur a été accordée. L'État prendra à sa charge 2 millions d'euros et chacune des deux collectivités 750 000 euros.

## 9 et 10 février

Visite du ministre délégué à la formation professionnelle et à l'apprentissage. L'occasion de mettre l'accent sur le succès des emplois d'avenir dans le secteur non-marchand favorisé par l'implication de la Région Martinique dans ce dispositif.

## 1er mars

Suite à la loi Lurel relative à la lutte contre la vie chère, les représentants de la grande distribution et le Préfet ont signé un accord sur une liste de 101 produits. Ce bouclier qualité/prix devrait permettre de limiter le coût des dépenses liées aux produits de grande consommation.

## 4 mars

Pour continuer la lutte contre la cercosporiose du bananier, la préfecture de Martinique accorde une nouvelle dérogation autorisant l'épandage aérien pour 12 mois, 18 communes sont concernées.

## 6 avril

Vol inaugural de la compagnie aérienne American Airlines qui effectue un aller-retour une fois par semaine sur la ligne reliant Fort-de-France à Miami.

## 18 avril

Visite de la ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme qui a présenté le pacte pour l'artisanat qui permettrait de valoriser des métiers à travers les contrats d'objectifs. Elle a par ailleurs proposé l'activation des contrats de destination, dispositif qui réunit l'ensemble des acteurs du secteur touristique pour la promotion du secteur.

## 23 au 26 avril

Cinquième sommet de l'Association des États de la Caraïbe. L'adhésion de la Martinique comme membre associé a été entérinée à cette occasion.

## 15 au 18 octobre

Conférence sur la situation de l'industrie du tourisme, l'occasion de réfléchir sur le développement d'autres formes de tourisme que le tourisme de masse.

## 22 et 23 octobre

Conférence pour la transition énergétique de la Caraïbe. La Martinique s'est donnée comme objectif d'atteindre 50 % d'énergie renouvelable en 2020 et 100 % en 2030

## 16 novembre

Premier salon de l'agriculture de Martinique. Les organisateurs ont voulu mettre en avant la richesse et la diversité de l'agriculture martiniquaise.

## 25 et 26 novembre

Conférence des investisseurs organisée par la Région Martinique qui avait pour ambition le rapprochement des investisseurs et des entrepreneurs, dans le but de financer des projets ciblant le développement économique de la Martinique.

## 27 décembre

Grève des gérants de stations-service qui a duré 4 jours. Ils demandent au gouvernement le report du projet de décret révisant les modalités de fixation du prix du carburant.



# L'emploi salarié marchand au niveau le plus bas

**A la fin de l'année 2013, l'emploi salarié marchand s'est détérioré en Martinique (- 1,4%), prolongeant ainsi la tendance baissière observée depuis plusieurs années. Cette baisse touche surtout le secteur de la construction qui atteint un niveau historiquement bas.**

Malgré le rebond du premier trimestre, la tendance baissière de l'emploi salarié observable depuis 2009 en Martinique se poursuit en 2013. En effet, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a diminué de 1,4 %, soit son plus bas niveau depuis 2010. Cette situation de baisse de l'emploi se retrouve de façon plus marquée à la Guadeloupe avec -3,5 %. En 2013, la Guyane reste le seul département français d'Amérique avec un niveau d'emploi en hausse (+ 1,2 %).

### Changement de tendance dans le tertiaire marchand

En 2013, la situation de l'emploi s'est dégradée dans le tertiaire marchand par rapport à 2012 avec un repli de 1,2 %. Toutefois ce secteur connaît une embellie de 1,3 % au quatrième trimestre 2013, grâce aux activités saisonnières de fin d'année. Cette hausse, modérée est portée par l'hébergement et la restauration, ainsi que le transport et l'entreposage. La baisse annuelle de l'emploi marchand dans le tertiaire provient en partie du sous-secteur des « autres activités de services ». Ce dernier chute de 8 % sur l'année 2013, marqué par le déclin des activités des organisations associatives depuis le début 2013. Le secteur du commerce, porté par l'agroalimentaire, affiche une baisse de 2,5% en 2013.

### Une baisse de l'emploi qui concerne particulièrement la construction

Phénomène désormais avéré, le secteur de la construction souffre d'une multiplicité d'entraves à une évolution positive. La baisse de la commande publique couplée à l'exiguïté

du territoire et aux contraintes sur les ressources des ménages contribuent à une dévitalisation du secteur. Les gros chantiers se raréfient sur un marché désormais ouvert à une concurrence plus élargie. Le repli est de 6,3 % sur un an, score toutefois inférieur à celui enregistré en Guadeloupe (- 7 %).

### L'emploi industriel reste stable

Enfin, dans l'industrie le nombre de salariés est stable en 2013 (+ 0,8 %). Après la progression constatée dans le secteur au premier trimestre 2013, le niveau d'emploi ne s'est pas maintenu et recule en fin d'année.

Concernant, la masse salariale, un milliard et sept cent millions d'euros ont été versés aux salariés du secteur marchand en 2013. Ce chiffre reste stable par rapport à 2012. Les salariés du secteur du commerce en sont les principaux bénéficiaires avec un quart de la masse salariale versée.

Guy MYSTILLE

#### Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

#### Pour en savoir plus

Emploi salarié marchand :

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=23&ref\\_id=20593](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=20593)

les mesures de restriction budgétaire de l'État et des collectivités territoriales qui concernent notamment les travaux publics

sur lesquels pèsent des conditions plus strictes de crédit immobilier imposées par les banques-, ménages par conséquent moins enclins à acquérir une résidence.



## Chiffres clés de l'emploi salarié en Martinique

Année	Emplois salariés (en milliers)		Contribution des secteurs (en %)	
	2012	2013	2012	2013
Industrie	8,3	8,4	0,0	-0,1
Construction	6,3	5,9	0,1	-0,2
Tertiaire marchand	48,9	48,4	0,4	1,0
Total	63,6	62,4	0,5	0,7

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

## Une évolution plus favorable en Guyane qu'en Martinique et en Guadeloupe

Emploi salarié par DOM et par secteur

en nombre et %

	Emplois salariés (en milliers)	Industrie (en %)	Construction (en %)	Tertiaire marchand (en %)	Total (en %)
Guadeloupe	63,1	0,6	-7,1	-3,6	-3,5
Martinique	62,7	0,8	-6,3	-1,1	-1,4
Guyane	27,6	3,6	-4,1	2,0	1,2
Total	153,5	1,3	-6,1	-1,7	-1,8

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs  
Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

## Dynamisme en Guyane, dégradation en Guadeloupe et en Martinique

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand dans les secteurs concurrentiels

en %

Poste d'activité du tertiaire marchand	Guadeloupe	Martinique	Guyane
Commerce	-2,7	-2,5	1,0
Autres activités de services	-17,3	-7,9	-12,1
Transport et entreposage	-0,2	-1,8	7,4
Hébergement et restauration	-7,7	0,3	1,3
Information et communication	2,8	0,6	2,5
Activités financières et d'assurance	-2,0	0,3	12,0
Activités immobilières	-1,9	-6,9	2,5
Activités Scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,2	3,6	4,7
Ensemble tertiaire marchand	-3,6	-1,1	2,0

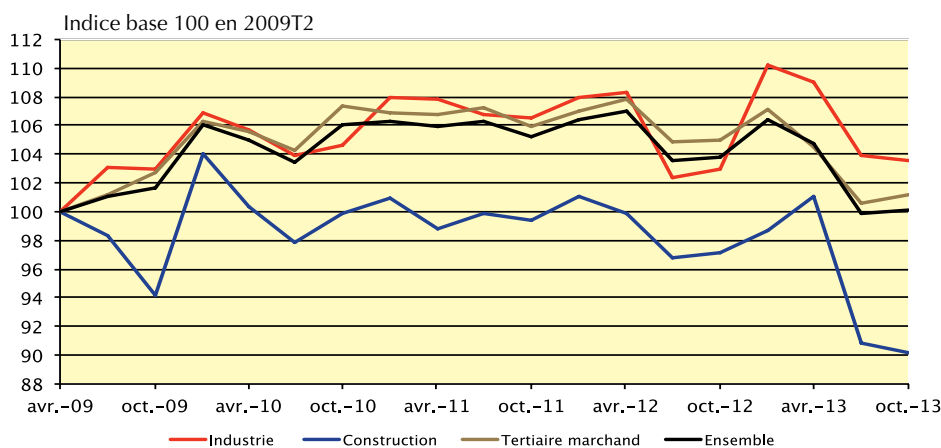
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.  
Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 décembre 2013 aux effectifs du 31 décembre 2012.

L'ensemble n'inclut pas l'agriculture et pêche. Les évolutions ainsi que le poids du commerce et des services sont calculés par rapport à l'ensemble du secteur tertiaire marchand et non à l'emploi total.

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

## Une année atone

Évolution de l'emploi salarié marchand en Martinique



Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.



# Le chômage s'enlise

**Le chômage est en hausse modérée en 2013 en Martinique même si le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse de croître. Les jeunes restent particulièrement touchés par le chômage et la situation se dégrade pour les seniors. Le temps partiel progresse et concerne une personne en emploi sur cinq.**

### Hausse modérée de la demande d'emploi

À la fin décembre 2013, Pôle emploi enregistre 52 672 demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, c'est-à-dire tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Cela représente une hausse d'environ 1 500 individus sur un an. Cette progression de 2,8 %, s'intercale entre celle de la Guadeloupe (2,5 %) et celle de la Guyane (10,5 %). Elle est deux fois moins élevée que celle de l'hexagone (5,8 %). Les demandes d'emploi concernant les hommes progressent plus fortement que pour les femmes : 4,8 % contre 1,5 %. Cependant, une amélioration se dessine pour les moins de 25 ans (-1,2 %) et particulièrement pour les jeunes femmes (-2,5 %).

Pour les 50 ans et plus, la situation se dégrade (+13 %). Le nombre de personnes de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an enregistre également une hausse (+2,1 %) : elles représentent ainsi 52,2 % des demandeurs d'emploi, contre 43 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an évolue encore plus fortement : +3,6 %. Les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité en 2013, représentent 85 % des inscrits en recherche active d'emploi.

### 22,8 % de la population active de Martinique est au chômage en 2013

En 2013, plus de 38 000 individus étaient chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage en Martinique s'élève à 22,8 %, proche de celui de la Guyane, 21,3 %, et inférieur au taux guadeloupéen (26 %). Il est deux fois supérieur au taux de la France métropolitaine. Les moins de 25 ans sont les plus touchés par le chômage avec 68,2 %, contre 23,3 % des 25-49 ans. Les diplômés du supérieur échappent plus aisément au chômage. Ils ne sont que 10 % à subir le chômage pour 30 % des individus sans diplôme et 27 % des bacheliers. Les femmes au chômage en 2012 ont plus souvent trouvé un emploi en 2013 que les hommes (30 % contre 21 %) et ont moins basculé dans l'inactivité (21 % contre 25 %).

### Le temps partiel progresse

Parmi les personnes en emploi, une sur cinq est à temps partiel. Les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes, respectivement 27 % et 15 %. La moitié des jeunes est touchée par cette forme d'emploi. Par ailleurs, sur l'ensemble des individus travaillant à temps partiel, 12 % déclarent le subir.

### Un tiers des inactifs de moins de 65 ans dans le halo

Le halo du chômage est une zone floue dans laquelle se situent presque 16 000 inactifs martiniquais, souhaitant et/ou ne recherchant pas un emploi activement. Dans ce halo, les 25-49 ans et les moins de 25 ans sont les plus nombreux, respectivement 62 % et 72 %. Ce taux particulièrement élevé des jeunes souligne leur découragement face aux difficultés d'accès à l'emploi en Martinique.

Marcelle JEANNE-ROSE  
Joëlle NACITAS

#### Définitions

**Le taux d'emploi** est le rapport entre le nombre d'actifs occupés et l'ensemble de la population correspondante.

**Le « halo »** autour du chômage : ce sont des personnes qui souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines, soit parce qu'elles n'effectuent pas de démarche de recherche d'emploi.

Taux du « halo » autour du chômage des 15-64 ans est le rapport du nombre d'individus dans le « halo » de 15 à 64 ans sur le nombre total d'individus de la même classe d'âge.

**Actif** : personne ayant un emploi et chômeurs au sens du BIT.

#### Pour en savoir plus

Enquête emploi

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=23&ref\\_id=19230](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=19230)

Marché du travail

<http://www.martinique.dieccte.gouv.fr/martinique>



## Chiffres clé du chômage en Martinique

	2012	2013	Évolution 2013/2012
Taux de chômage (%)	21,7	23,0	6,0
Nombre de personnes en emploi	128 632	127 698	-0,7

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

## Le taux d'emploi des 15-64 ans s'éloigne de l'objectif européen

Taux d'emploi et objectifs européens

	2012	2013	Objectif européen
Taux d'emploi des 15-64 ans	54,6	51,6	70,0
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	48,5	51,6	60,0
Taux d'emploi des 55-64 ans	49,8	49,4	50,0
Personnes ayant un emploi	128 632	127 698	'' ''
Hommes	61 792	57 798	'' ''
Femmes	66 840	69 900	'' ''

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

## 25,7% des chômeurs ont retrouvé un emploi en 2013

Comparaison des évolutions de statut de 2012 à 2013

Statut au sens du BIT en 2012		Statut au sens du BIT en 2013		
		Actifs en emploi	Chômeurs	Inactifs
Actifs en emploi	Hommes	87,3	6,4	6,3
	Femmes	90,3	4,3	5,4
Chômeurs	Ensemble	88,9	5,3	5,8
	Hommes	21,0	54,1	24,9
	Femmes	29,5	49,3	21,2
Inactifs	Ensemble	25,7	51,4	22,9
	Hommes	8,5	12,9	78,7
	Femmes	6,6	14,2	79,2
	Ensemble	7,4	13,6	79,0

Champ : Population des ménages, les Martiniquais ayant entre 15 et 63 ans en 2012.

Note de lecture : 51,4% des chômeurs au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 sont encore chômeurs au 2<sup>e</sup>.

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2012 et 2013.

## Les jeunes plus exposés au chômage

Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans

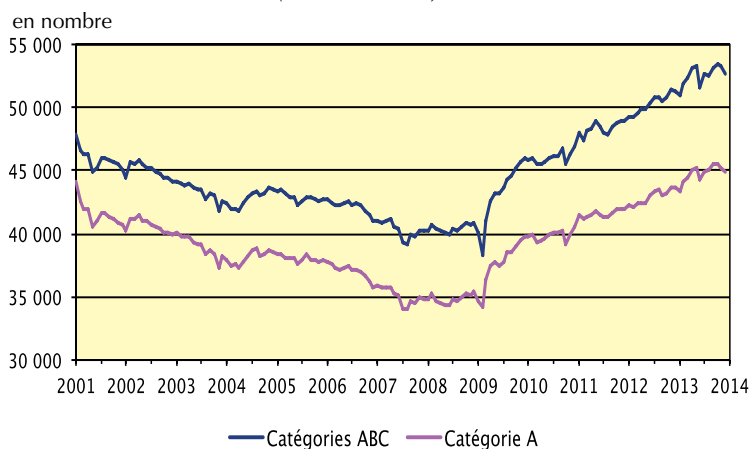
	2012	2013
<b>Ensemble des chômeurs</b>	35 660	38 226
Hommes	15 431	17 418
Femmes	20 229	20 808
<b>Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)</b>		
Ensemble	21,7	23,0
15-24 ans	55,6	68,2
25-49 ans	23,0	23,3
50 ans - 64 ans	12,6	12,6
Hommes	20,0	23,2
15-24 ans	58,4	69,0
25-49 ans	20,4	22,5
50 ans - 64 ans	11,0	12,6
Femmes	22,6	22,9
15-24 ans	52,4	67,2
25-49 ans	25,1	24,0
50 ans - 64 ans	14,2	12,6
<b>Taux de chômage de longue durée (%)</b>		
Ensemble	16,4	17,5
Hommes	18,2	17,6
Femmes	16,9	17,4
<b>Halo autour du chômage (nombre et %)</b>		
Ensemble	14 012	15 817
Hommes	37,3	41,4
Femmes	62,7	58,6

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

## Hausse modérée des demandeurs d'emploi

Évolution des demandeurs d'emploi en fin de mois (données cvs)



Source : Pôle emploi/DIECCTE.



# Baisse des créations d'entreprises

**En 2013, les créations d'entreprises baissent de 10 % en Martinique. Cette diminution s'explique en particulier par la chute des créations d'auto-entreprises (- 16 %). Ces dernières ne représentent plus que 41 % des créations d'entreprises martiniquaises, pour 44 % l'année passée. Neuf entreprises sur dix n'emploient pas de salarié, au moment de leur création.**

En 2013, 3 470 entreprises ont été créées en Martinique, soit 10 % de moins qu'en 2012. Cette baisse du nombre de créations d'entreprises se constate dans 21 des 26 régions françaises. Après la Guyane (- 13 %) et la Guadeloupe (- 12 %), la plus forte baisse concerne la Martinique. Ce repli n'excède pas 5 % dans les autres régions métropolitaines. La forte baisse des créations d'entreprises martiniquaises s'explique surtout par une chute des créations d'auto-entreprises (- 16 %). La mise en place du statut des auto-entrepreneurs en janvier 2009 avait dynamisé la création d'entreprises. C'était particulièrement le cas pour la France métropolitaine et la Guyane. C'est la première fois depuis l'ins-

tauration de ce statut que le nombre d'auto-entrepreneurs diminue en Martinique. Ceci est lié au dispositif de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), accessible depuis le 1er janvier 2011. En effet, ces nouvelles mesures permettent à l'entrepreneur individuel de protéger ses biens personnels de ses créanciers professionnels en créant un patrimoine spécialement affecté à son activité indépendante. Ainsi, la part d'entreprises individuelles, hors auto-entreprises, n'a pas diminué.

La part des sociétés est en légère augmentation : 33 % des créations, contre 31 % en 2012. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) restent majoritaires parmi les nouvelles sociétés. En revanche, la part des sociétés par actions simplifiées (SAS) a augmenté (21 % après 14 % en 2012 et 3 % en 2011). Cette forte hausse concerne principalement les activités de location de terrains et autres biens immobiliers et les activités de conseil de gestion. Les possibilités de défiscalisation offertes notamment pour les résidences seniors peuvent constituer un élément d'explication.

### *Une création d'entreprise sur cinq dans le commerce*

En 2013, le secteur du commerce est le premier gisement de créations dans l'économie de la Martinique. Avec 740 créations, il représente 21 % du renouvellement des entreprises martiniquaises. Dans ce secteur, les créateurs ont privilégié le statut de l'auto-entrepreneur (37 %). Néanmoins, la part des entrepreneurs individuels

hors auto-entrepreneurs augmente, passant de 28 % des créateurs à 32 %. Le secteur de la construction regroupe 465 créations d'entreprises, soit 13 % du total.

### *Chute des créations d'entreprises dans les activités financières et d'assurance*

En 2013, tous types d'entreprises confondus, les créations diminuent dans presque tous les secteurs d'activité. Les baisses sont particulièrement marquées dans les activités financières et d'assurance (- 40 %), les activités immobilières (- 21 %) et le transport, l'hébergement et la restauration (- 21 %). Le repli des immatriculations d'auto-entreprises explique pour partie ces diminutions. Le seul secteur où les créations augmentent est celui de la construction (+ 5 %). Les travaux de construction du transport commun en site propre (TCSP) peuvent expliquer en partie cette augmentation.

### *La quasi-totalité des créations n'ont pas de salarié*

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié du fait notamment de la part importante des entreprises individuelles y compris les auto-entreprises. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Les secteurs où les entreprises sont le plus souvent employeuses au moment de leur création sont la construction (14 %) et l'industrie manufacturière (14 %).

Cynthia DUCHEL

#### Définitions

**Entreprises** : sont désignées, ici, les unités légales marchandes inscrites au Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). Cela ne correspond pas au concept d'entreprise, acteur économique introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME).

**Auto-entrepreneur** : Le régime de l'«auto-entrepreneur» entré en vigueur au 1er janvier 2009, s'applique aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire.



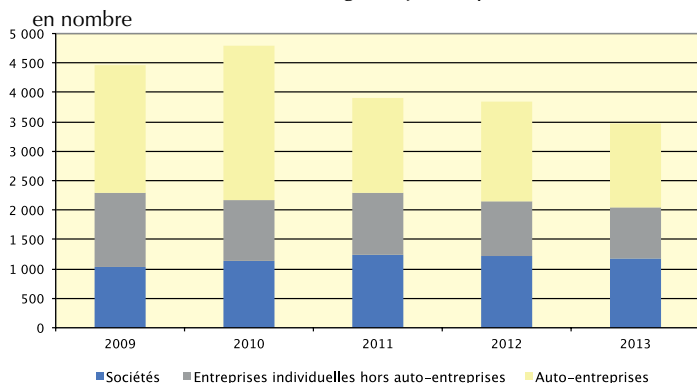
## Chiffres clés des créations d'entreprises

	en nombre	en évolution	en effectifs salariés au moment de la création
<b>Créations d'entreprise</b>	3 473	-9,7	575
<b>Contribution des principaux secteurs</b>			
Commerce	744	-1,1	108
Construction	465	5,4	126
Industrie	185	-9,8	109
Enseignement, santé et action sociale	406	-7,1	19
Transport, hébergement et restauration	299	-21,1	90
Activités spécialisées et de services administratifs et de soutien	799	-14,3	82

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

### Baisse des créations d'entreprises

Évolution du nombre de créations d'entreprises selon la catégorie juridique



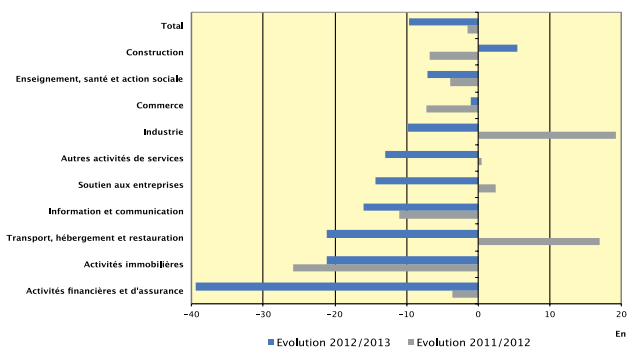
Lecture : Depuis 2011, le nombre de créations de sociétés est stable autour de 1 200 entreprises.

Champ : Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

### Seul le secteur de la construction est épargné par la baisse généralisée des créations

Évolution du nombre de créations d'entreprises selon leur secteur d'activité



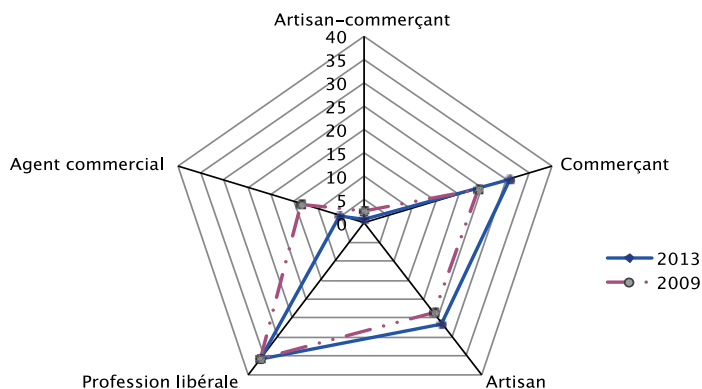
Lecture : En 2013, le nombre de créations d'entreprises est en hausse de 5 % dans le secteur de la construction, après une baisse de 7 % en 2012.

Champ : Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

### Plus de commerçants

Répartition des créateurs d'entreprises individuelles selon leur catégorie professionnelle en %



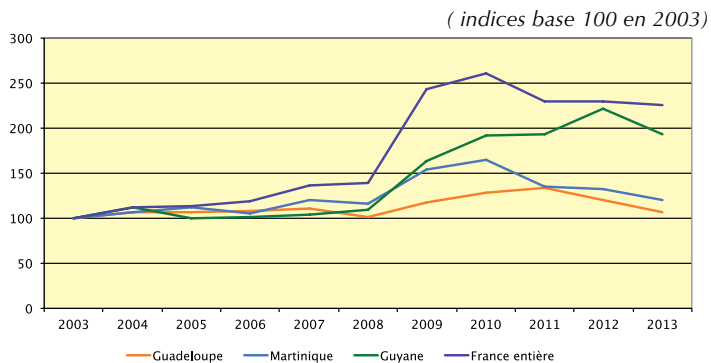
Lecture : en 2013, 31 % des créateurs d'entreprises individuelles sont commerçants, après 24 % en 2009

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

### Le statut de l'auto entreprise a dopé la création d'entreprise à partir de 2009

Évolution du nombre des créations d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).



# Les banques maintiennent globalement leurs financements en 2013

**En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, l'année 2013 est caractérisée par une stabilité des financements bancaires à la Martinique et par une légère hausse de la sinistralité. L'évolution des encours est toutefois hétérogène, les crédits aux ménages et aux collectivités progressent, alors que les crédits aux entreprises sont en repli.**

*Les encours de crédits évoluent de manière hétérogène*

L'encours sain atteint globalement 8 milliards d'euros à fin 2013, se maintenant à un niveau proche de celui de fin 2012 (+ 0,2 %). Cette évolution tient à la progression des crédits aux ménages (+ 2,8 % à 3,2 milliards d'euros) et, dans une moindre mesure, des crédits aux collectivités (+ 2,9 % à 1,2 milliard d'euros). Pour sa part, l'encours de

crédits aux entreprises est en repli (- 4,0 % à 3,2 milliards d'euros). Dans le détail, les crédits d'investissement des entreprises sont en retrait (- 2,7 % à 1,6 milliard d'euros). Les crédits d'exploitation sont également en repli (- 5,8 % à 0,4 milliard d'euros), sous l'effet d'une baisse des comptes ordinaires (- 21,0 %), qui n'est pas compensée par une croissance des crédits de trésorerie (+ 11,4 %).

Les crédits à la consommation des ménages sont également en retrait (- 2,7 % à 0,9 milliard d'euros), alors que les crédits à l'habitat restent orientés à la hausse (+ 5,1 % à 2,3 milliards d'euros).

Les crédits aux collectivités locales, essentiellement constitués de crédits d'investissement, poursuivent leur progression (+ 3,2 % à 1,2 milliard d'euros).

*Les créances douteuses sont en légère hausse*

La qualité du portefeuille se dégrade légèrement. Les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 0,5 milliard d'euros à fin 2013 (+ 3,9 %). Le taux de créances douteuses atteint ainsi 6,8 % (contre 6,6 % fin 2012).

*Les actifs financiers progressent*

En 2013, les avoirs des agents économiques progressent pour atteindre 6,7 milliards d'euros en fin d'année (+ 3,5 %). Toutes les catégories d'actifs sont concernées par cette évolution : les dépôts à vue (+ 4,3 % à 2,1 milliards d'euros), les placements liquides ou à court terme (+ 4,3 % à 2,4 milliards d'euros) et l'épargne à long terme (+ 2,0 % à 2,2 milliards d'euros). S'agissant des ménages, du fait du relèvement des plafonds des comptes d'épargne à régime spécial, la progression se poursuit pour les placements liquides ou à court terme (+ 3,8 % à 1,5 milliard d'euros). Parallèlement, les ménages portent toujours un grand intérêt à l'épargne à long terme, qu'il s'agisse des contrats d'assurance-vie (+ 5,2 % à 1,3 milliard d'euros) ou des plans d'épargne logement (+ 1,6 % à 0,5 milliard d'euros). Dans un contexte économique morose, les ménages semblent ainsi privilégier l'épargne à la consommation.

En fin d'année 2013, compte tenu du niveau des crédits par rapport à celui des actifs financiers, la place martiniquaise reste emprunteuse de 1,9 milliard d'euros.

Nicolas BRUN  
Iedom Martinique

### Définitions

**Encours de crédit brut** : total des crédits restant dus

**Créances douteuses** : encours de crédits pour lequel il existe un risque avéré de non remboursement

**Encours de crédit sain** : encours de crédit brut - créances douteuses

**Liquidité** : aptitude d'un actif à être converti rapidement, à faible coût et sans perte de valeur nominale, en monnaie.

### Pour en savoir plus

Toutes les publications de l'IEDOM sont disponibles gratuitement sur son site internet : <http://www.iedom.fr/martinique/publications-47/>

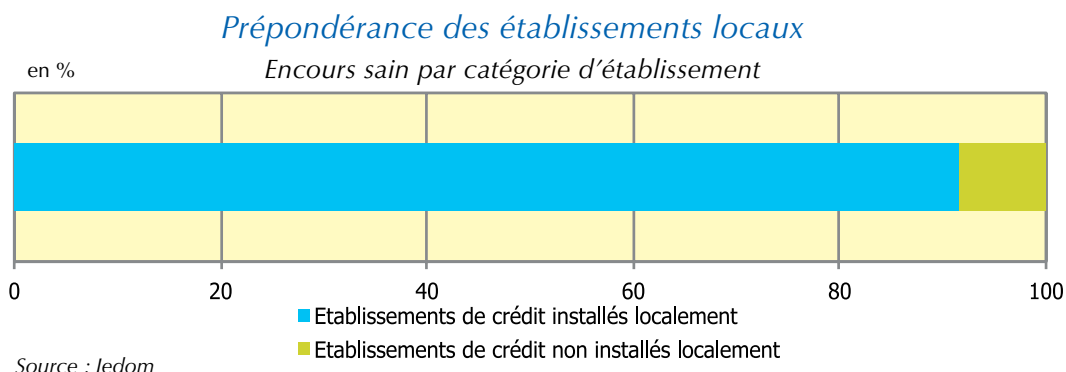
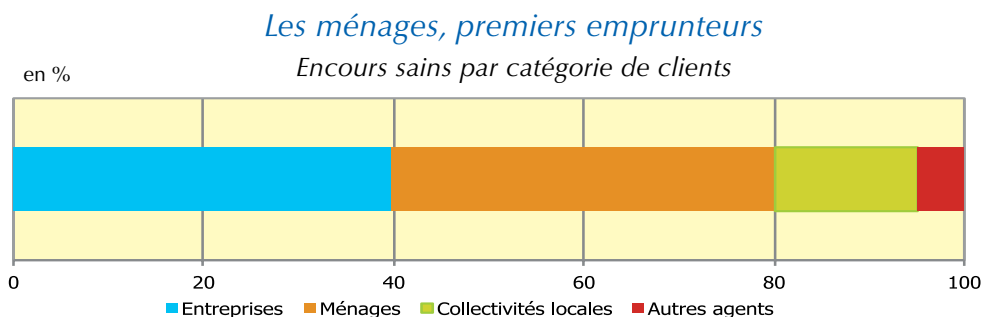
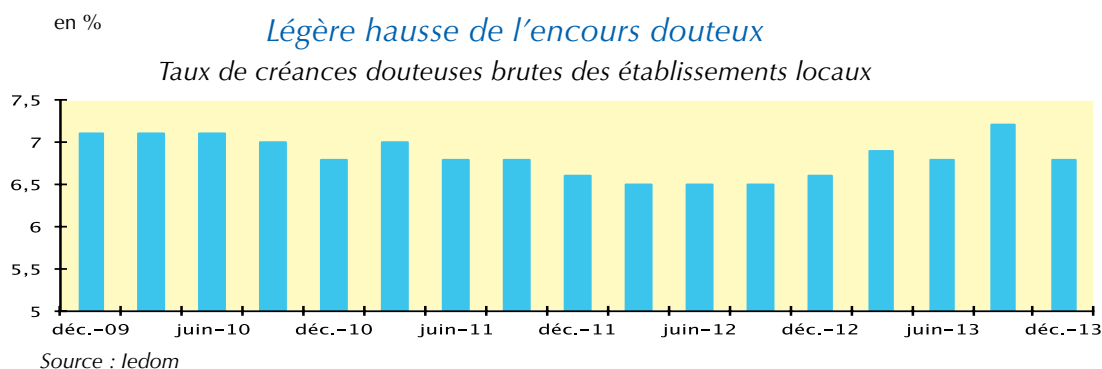
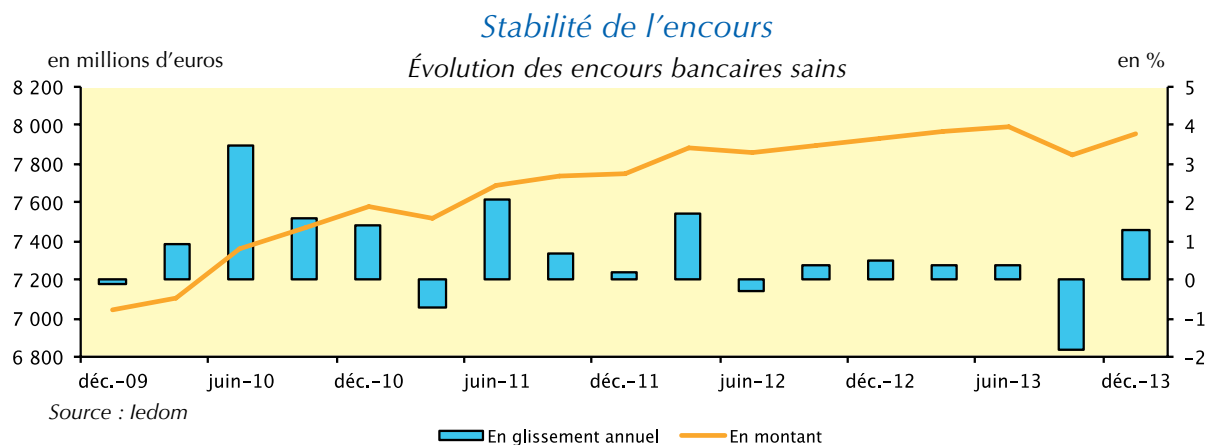




## Chiffres clés Epargne-Crédit

	Total encours sains (en millions d'euros)					Total actifs financiers (en millions d'euros)				
	décembre-11	décembre-12	Evolution 2012/2011	décembre-13	Evolution 2013/2012	décembre-11	décembre-12	Evolution 2012/2011	décembre-13	Evolution 2013/2012
Entreprises	3 295	3 296	0,0	3 164	-4,0	1 236	1 248	1,0	1 355	8,5
Ménages	3 041	3 105	2,1	3 194	2,8	4 675	4 821	3,1	4 926	2,2
Collectivités locales	1 082	1 175	8,6	1 208	2,9	357	389	8,9	406	4,3

Source : ledom





# Ralentissement des prix en Martinique

**En 2013, l'indice des prix à la consommation des ménages a augmenté de 1,3 % en Martinique. Pour la deuxième année consécutive, la hausse constatée est inférieure à celle observée l'année précédente : en 2012 cette hausse était de 1,5 % et en 2011 elle était de 2,6 %. Parmi les grands postes de consommation, les produits alimentaires et les services enregistrent les hausses les plus importantes.**

### *Les produits alimentaires et les services contribuent fortement à l'inflation*

En moyenne annuelle, les prix des produits alimentaires continuent leur progression soit + 3,3 % portés à la fois par les prix des produits frais (+ 4,0 %) et ceux des autres produits alimentaires (+ 3,2 %). Tous les postes alimentaires participent largement à cette hausse, en particulier les fruits, les légumes, le pain et céréales et les viandes.

L'indice des prix des services augmente de + 1,1 %. Cependant, l'inflation dans ce secteur est moins forte qu'en 2012. Les prix de loyers et services rattachés progressent de 0,8 % du fait de la revalorisation de certains loyers survenue en janvier et en juillet. Les transports et communications affichent une hausse (+ 0,7 %), malgré les différentes variations de prix du transport aérien sur l'année 2013. Les prix des services de santé progressent faiblement (+ 0,3 %) et la hausse des autres services atteint + 1,4 %.

### *Les prix des produits manufacturés en hausse modérée*

En 2013, l'indice des prix des produits manufacturés croît de 0,4 %. Les deux périodes de soldes ont impacté le poste de l'habillement et chaussures, celui-ci baisse en moyenne de 1,3 %. A l'inverse, les prix des autres produits manufacturés et des produits de santé augmentent modestement, respectivement de 1,0 % et de 0,5 %.

### *Ralentissement des prix de l'énergie*

La hausse des prix de l'énergie se poursuit avec 0,5 % en 2013, évolution nettement moindre que celle enregistrée en 2012, (+ 5,3 %). Cette hausse est liée principalement à la hausse des tarifs de l'électricité survenue au cours de l'année (+ 6,7 %). En moyenne annuelle, les prix des produits pétroliers sont en baisse de 1,3 %. Ce ralentissement provient pour l'essentiel du recul des prix du super carburant et lubrifiants pour automobiles (- 1,5 %) mais aussi de la baisse des prix de la bouteille de gaz (- 3,5 %).

Depuis quelques années, l'inflation dans les départements français d'Amérique (DFA) affiche une tendance à la baisse. Par ailleurs, l'écart entre le niveau d'inflation de ces trois régions se réduit peu à peu, principalement pour la Martinique qui se rapproche du taux de la Guadeloupe et de celui de la Guyane. En effet, en moyenne annuelle, la Guyane connaît l'inflation la plus élevée des DFA (+ 1,4 %) suivie par La Martinique (+ 1,2 %). La Guadeloupe connaît le même niveau d'évolution annuelle que l'hexagone (+ 0,9 %).

Monette POLOMACK



## Chiffres clé des prix à la consommation

	«Variation 2013/2012» %	Contribution à la hausse des prix en 2013
Alimentation	3,3	0,6
Services	1,1	0,5
Produits manufacturés	0,4	0,1
Tabac	5,2	0,0
Energie	0,5	0,0
Ensemble	1,3	1,3
Ensemble hors Tabac	1,3	1,3

Source : Insee, Dirag

## Ralentissement de l'inflation en Martinique

Indice des prix à la consommation de Martinique

Regroupements	«Pondérations 2013»	«Indices 2012 moyen»	«Indice 2013 moyen»	«Variation 2012/2013» %	«Contributions à la hausse des prix en 2013» %
Alimentation	1 703,0	136,7	141,3	3,3	0,6
Produits Frais	326,0	143,2	148,9	4,0	0,1
Alimentation hors produits frais	1 377,0	134,1	138,4	3,2	0,4
Tabac	22,0	446,4	469,6	5,2	0,0
Produits manufacturés	2 921,0	105,9	106,4	0,4	0,1
Habillement et chaussures	746,0	95,4	94,1	-1,3	-0,1
Produits de santé	164,0	89,2	89,7	0,5	0,0
Autres produits manufacturés	2 011,0	112,4	113,6	1,0	0,2
Energie	901,0	160,5	161,3	0,5	0,0
Produits pétroliers	691,0	178,4	176,1	-1,3	-0,1
Services	4 453,0	131,2	132,6	1,1	0,5
Loyers et services rattachés (1)	1 099,0	142,5	143,7	0,8	0,1
Services de santé	247,0	123,3	123,8	0,3	0,0
Transports et communications	584,0	110,0	110,8	0,7	0,0
Autres services (2)	2 523,0	131,5	133,3	1,4	0,3
<b>Ensemble</b>	<b>10 000,0</b>	<b>128,1</b>	<b>129,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>

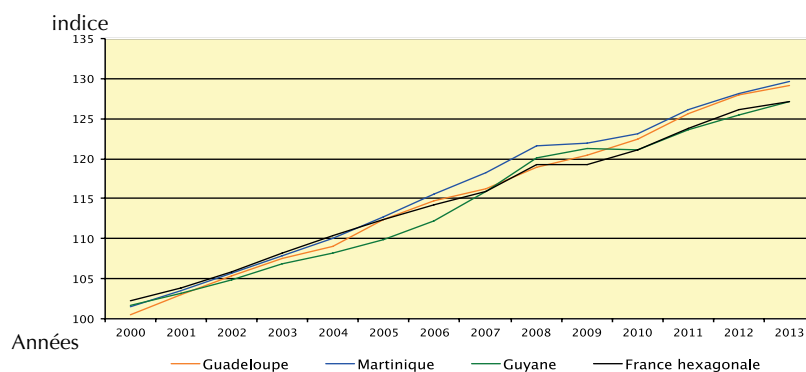
(1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.».

(2) Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

## L'écart se réduit entre la Martinique et les deux autres DFA

Évolution des prix entre 2000 et 2013 dans les DFA et en France hexagonale



Source : Insee



# La météo atypique a eu des conséquences en demi-teinte sur la production agricole

**En 2013, les mauvaises conditions météorologiques ont eu des effets variables sur la production agricole en Martinique. Alors que la production de banane diminue de 15 %, celle de la canne à sucre progresse légèrement (1 %) malgré une diminution du nombre de planteurs. La production et la consommation de viande augmentent grâce à un marché mieux approvisionné.**

L'agro-alimentaire et l'agriculture constituent des secteurs d'activité qui conservent mieux que d'autres leur niveau d'emploi. En 5 ans, ces deux secteurs réunis augmentent globalement leur effectif salarié de près de 2 %. Le secteur des IAA (Industries Agro Alimentaires) est particulièrement stable avec environ 2 500 emplois sur 5 ans. La crise économique impacte donc peu ces secteurs grâce à des débouchés solides et une faible dépendance au secteur bancaire au quotidien. En effet, la structuration des démarches au sein d'organisations collectives constitue un des principaux leviers pour être compétitif économiquement. Par ailleurs, un carême court et un début de saison cyclonique précoce ont marqué l'année 2013. Cette précocité des pluies et le passage des tempêtes ont perturbé le déroulement normal des travaux agricoles. La surface à vocation agricole tend toujours à se restreindre. Cependant, cette contraction est loin d'être

identique pour toutes les utilisations : stable pour les surfaces allouées aux bananes et en vergers mais en retrait pour les autres produits. La part de la banane export progresse entre 2008 et 2013 de 25 à 31 % du total dans la surface utile agricole, ralentissant la contraction de cette dernière.

### La banane victime de la tempête Chantal

Malgré un premier trimestre en hausse de 4 %, la production de banane en 2013 diminue de 15 % par rapport à 2012, suite au passage de la tempête Chantal. Le chiffre d'affaire de la filière baisse de 3 % par rapport au chiffre d'affaire médian des 5 dernières campagnes : les prix plus élevés des 9 premiers mois n'ont pu compenser la baisse des prix de fin d'année. Les productions végétales de diversification progressent de 21 % en 2013 par rapport à 2012. Néanmoins, les quantités produites se maintiennent en dessous des valeurs médianes des années 2008 à 2013. Naturellement, la reprise de la production se traduit par une reprise de la consommation de fruits et légumes. La production de fleurs se limite à quelques producteurs qui les commercialisent eux-mêmes sans réussir à se structurer.

### La production de canne à sucre en hausse de 1 %

Avec 178 000 tonnes, la production de canne est en hausse de 1 % par rapport à 2012. La diminution accélérée du nombre des planteurs marque l'année 2013 : un quart de moins en deux campagnes. Malgré une progression de 6 % des volumes de cannes broyées dans les distilleries, la production de rhum régresse de 5 %. La baisse de production n'a pour l'instant pas d'effet sur les

exportations de rhum, qui continuent de progresser (4 % entre 2012 et 2013). L'effondrement de la production du sucre en 2012 se confirme en 2013 avec - 25 %.

### La goyave tient le haut du panier des produits locaux transformés

La goyave représente 80 % des volumes de fruits et légumes transformés aidés. Celle-ci bénéficie d'une structuration efficace depuis sa production jusqu'à sa transformation industrielle. Ce n'est pas le cas des autres produits de la filière fruits et légumes qui peinent à trouver des débouchés industriels.

### Toujours plus de viande blanche produite

Comme en 2012, la production totale de viande croit de 6 % en 2013. Cette performance est à mettre au compte des coopératives d'élevages hors sol. Après la période de baisse entre 2009 et 2011, La consommation de viande continue de progresser chaque année (2 % en 2013). Néanmoins, les niveaux n'atteignent toujours pas ceux de 2008. Cette hausse s'explique par un marché de plus en plus approvisionné (importation + production locale) en viande de volaille et en particulier de poulet.

### Reprise des importations de céréales

Après la baisse de 36 % entre 2010 et 2012, les importations de céréales sont en hausse en 2013 (+ 9 %). Cette embellie est à mettre principalement au profit de l'activité de meunerie, celle de la provenderie étant très stable depuis 3 ans.

Éric ROUX  
DAAF

#### Définitions

Production végétale de diversification : productions autres que la canne à sucre et la banane.



## Chiffres clés de l'agriculture

Production agricole	Volume		Évolution 2013/2012
	2012	2013	
Production commercialisée de banane (tonnes)	188 879	161 066	-14,7
Canne manipulées (tonnes)	175 306	177 922	1%
Abattages contrôlés (tonnes)			
Bovins	1 052	1 097	4,3
Porcins	1 103	1 207	9,4
Ovins-Caprins	60	58	-4,3
Volailles	1 206	1 251	3,7
Production de Rhum (HAP)	85 400	81 064	-5,1

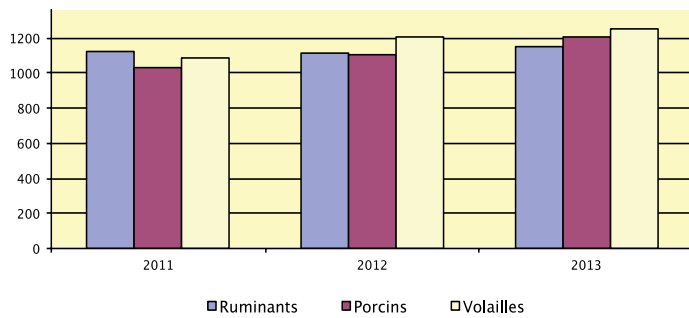
Source : Abattoirs SEMAM, Bokai et douanes

Surfaces déclarées	2012		2013		Évolution 2013/2012
	Nombre	%	Nombre	%	
Banane	6 593	28,8	6 537	28,8	-0,9
Canne à sucre	3 873	16,9	3 824	16,8	-1,3
Horticulture	251	1,1	115	0,5	-54,4
Jachère	1 503	6,6	1 396	6,2	-7,1
Légumes et vivrier	1 790	7,8	1 722	7,6	-3,8
Surface en herbe	6 844	29,9	7 012	30,9	2,5
Vergers	460	2,0	522	2,3	13,4
Total autres cultures	1 588	6,9	1 568	6,9	-1,2
Surface totale déclarée	22 903	100	22 696	100	-0,9

Source DAAF/ Déclarations de surface (DS)

### La production locale progresse

Abattages contrôlés de 2011 à 2013 en Martinique



Source : Abattoir Bokai et douanes.

### Le niveau des importations reste élevé

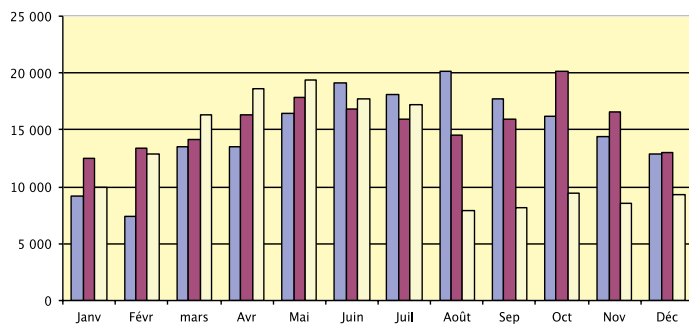
Évolution de l'approvisionnement en fruits et légumes de la Martinique de 2010 à 2013

	2010	2011	2012	2013
Production locale	20 271	22 955	15 110	18 093
Importations	24 417	22 421	24 392	25 345
Exportations	942	651	572	688
Total des produits frais	43 745	44 725	38 930	42 750
Taux approvisionnement (en %)	46	51	39	42

Source : DAAF/Déclarations de Surfaces/POSEI/Douanes.

### Un deuxième trimestre 2013 difficile

Exportations de bananes de la Martinique



Source : Abattoir Bokai et douanes.

### Le rendement de la canne à sucre diminue

Données de production de la canne à sucre

Production agricole	Campagne		Variation 2013/2012
	2012	2013	
Cannes manipulées usine (tonne)	47 368	42 872	-9%
Cannes manipulées distilleries (tonne)	127 938	135 050	6%
Total canne manipulées (tonne)	175 306	177 922	1%
Surface totale déclarée en canne à sucre (ha)	3 870	3 824	-1%
Nombre de planteurs	229	185	-19%
Surface moyenne/planteur en ha	17	20	17%
Prix de la canne à sucre €/t	62,1	61,5	-1%
Chiffre d'affaires des planteurs hors aide (Mille €)	10 883	11 252	3%
Production de Rhum (HAP)	85 400	81 064	-5%
Sucre (tonne)	2 920	2 189	-25%

Source : DAAF/Déclarations de Surfaces/POSEI/Douanes.



# Un niveau des autorisations de construire en forte augmentation

**En 2013, le nombre de logements autorisés à la construction progresse de 29,3 % par rapport à 2012, tandis que sur le plan national, un fort recul est constaté (- 13,2 %). Parmi les 3 500 projets de construction autorisés, 41 % sont des logements individuels, 47 % des logements collectifs et 12 % des logements en résidence.**

### Les logements collectifs en progression

Entre 2012 et 2013, les autorisations de maisons individuelles enregistrent une légère hausse de 7 % tandis que la part du collectif reste stable et que le nombre de logements en résidence quadruple.

Au cours des cinq dernières années, les logements individuels représentent

près de la moitié des autorisations délivrées, les logements collectifs 46 % et les logements en résidence 6 %. Durant cette période, 16 400 autorisations de construire ont été délivrées en Martinique. Cela représente 3 300 logements en moyenne par an. La proportion de logements collectifs, particulièrement faible il y a 10 ans (un tiers) s'est accrue fortement sur les cinq dernières années (46 %).

### Plus de projets de construction pour la CACEM

En 2013, la CACEM représente 44 % des projets de construction et devance cette année la CAESM de 6 points. Enfin, la part de la CAP Nord Martinique atteint 18 % des autorisations.

La part de la CACEM augmente de 40 % par rapport à l'année précédente. Avec 860 logements autorisés en 2013, Fort-de-France rassemble le plus grand nombre d'autorisations de construire (dont 81 % de collectif), devant la ville du Lamentin, et double son nombre de projets depuis 2012. Ces deux communes regroupent à elles seules plus du tiers des projets de construction en 2013.

La CAESM attire d'importants projets, notamment concernant la construction de logements en résidence et progresse ainsi de moitié par rapport à l'année 2012.

### La répartition géographique des projets de construction évolue

Jusqu'en 2008 sur l'ensemble du territoire, la CAP Nord Martinique concentrait en moyenne 23 % des autorisations de construire. Elle en capte en moyenne sur les cinq dernières années 29 %. Sur la même période, soit entre 2009 et 2013, la CACEM attire toujours sur son territoire près de quatre projets sur dix. Depuis 2009, la CAP Nord Martinique enregistre un grand nombre d'autorisations de construire.

### Définitions

**CACEM** = Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique.

**CAESM** = Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique.

**CAP Nord Martinique** = Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique.

Les logements en résidence se caractérisent par la fourniture de services individualisés de loisirs, de restauration, de soins ou autres, en sus du gîte.

### Pour en savoir plus

<http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr>

Émilie AUBERT  
DEAL Martinique – SCPDT  
Pôle Connaissance

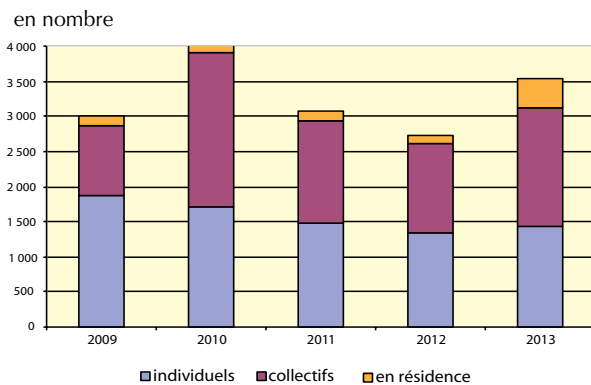


## Chiffres clés du logement

	2012	2013	Évolution 2013/2012
Nombre d'autorisations de construire	2 726	3 526	29
individuel	1 344	1 435	7
collectif	1 274	1 662	30
en résidence	108	429	297

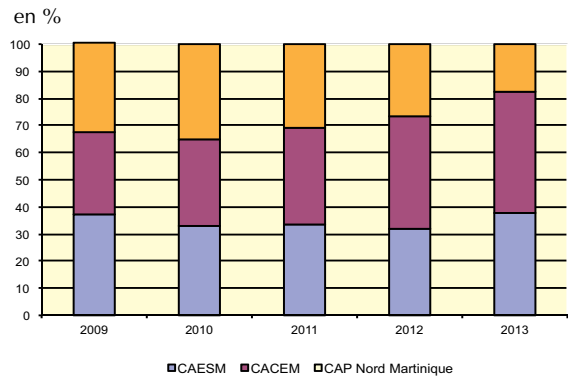
Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle de mai 2014.

### Le logement collectif progresse Logements autorisés à la Martinique entre 2009 et 2013



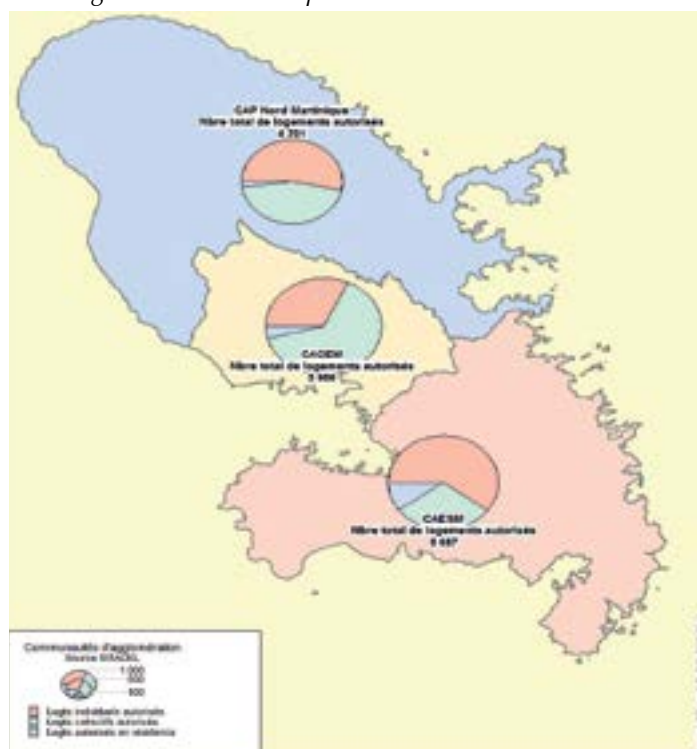
Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle du 11 mars 2014.

### La CACEM concentre une forte proportion de logements autorisés Logements autorisés à la Martinique par EPCI entre 2009 et 2013



Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle du 11 mars 2014.

### Les logements individuels construits plutôt dans le sud Logements autorisés par EPCI entre 2009 et 2013





# Des activités en baisse

**La reprise dans les activités du port constatée l'an dernier, ne s'est pas maintenue en 2013. Le trafic de marchandises est à nouveau en baisse. Au niveau du trafic passagers l'embellie continue, notamment avec l'impact de la croisière.**

**E**n 2013, le Grand Port de Martinique enregistre une baisse du trafic de marchandises. Après une reprise qui semblait s'amorcer en 2012 avec plus de 3 millions de tonnes manipulées, celui-ci subit une baisse de 7,4 % et retombe au niveau de l'année 2011, soit 2 879 000 tonnes.

### *Forte baisse du trafic des produits pétroliers*

Cette baisse du trafic tient principalement des produits pétroliers qui constituent l'essentiel des produits en vrac<sup>1</sup> (85 %). En effet, le tonnage de pétrole brut diminue très fortement (- 31,7 %) mais, la perte est moindre pour les produits pétroliers raffinés (- 3 %). Le tonnage des solides en vrac (en morceau ou en grain), en hausse de 4,3 %, ne représente que 15 % du trafic total de marchandises. Dans cette catégorie, les céréales et les engrais affichent une hausse. Le clinker<sup>2</sup>, matériau utilisé notamment dans le BTP, perd 9 %.

### *Le tonnage des marchandises diverses stagne*

Le tonnage des marchandises conteneurisées continue de baisser (- 4,4 %) pour atteindre 1 346 000 tonnes. Pour les autres marchandises diverses, véhicules automobiles et Ro-Ro<sup>3</sup> (hors conteneurs), les tonnages sont respectivement de 20 662 et 81 630.

Le nombre de conteneurs enregistre une légère progression, 2 %. Cependant, les conteneurs vides progressent contrairement aux conteneurs pleins qui régressent de 4,3 %.

### *Regain de la croisière*

Sur un an, le nombre d'escales augmente de plus de 2 %. Les escales de croisière, cette année encore continuent leur progression (+ 25 %), mais les escales inter-îles, passagers et ferries, sont en déclin, (- 6 %). Le nombre de croisiéristes traduit bien cet essor (+ 30 %). Le nombre de passagers des croisières basées au port a plus que doublé (121 %). Pour la croisière de transit, la hausse reste relativement modérée, 6 %. Le flux de passagers inter-îles en baisse (- 9 %), montre un déclin de ce créneau.

---

Jean-Michel VION  
Grand port maritime  
de la Martinique  
Marcelle JEANNE-ROSE

1 - Produits chargés directement dans les cales des navires.

2 - Clinker : produit qui résulte de la cuisson des éléments (calcaire et silice) dont est fait le ciment, avant réduction en poudre

3 - Ro-Ro : le roulier, dénommé Ro-Ro, est un navire utilisé pour transporter entre autres des véhicules, chargés grâce à des rampes d'accès.





## Chiffres clés du transport maritime Trafic maritime 2013

en nombre

	Entrées	Sorties	Total
Passagers (nombre)	184 033	85 974	270 007
Marchandises (tonnes)	1 962 526	916 488	2 879 014

Source : Grand port maritime de la Martinique.

## Les échanges en vrac en baisse Évolution du transit portuaire depuis 2009

en milliers de tonnes et %

	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013/2012
<b>Liquides en vrac</b>	1 415 117	1 504 899	1 162 396	1 455 742	1 213 036	-16,7
Pétrole brut	611 841	718 937	551 543	699 252	477 319	-31,7
Produits pétroliers raffinés	803 276	785 962	610 853	756 490	735 717	-2,7
Total produits pétroliers	1 415 117	1 504 899	1 162 396	1 455 742	1 213 036	-16,7
Autres liquides en vrac	0	0	0	0	0	
<b>Solides en vrac</b>	211 129	200 005	201 379	208 806	217 857	4,3
Céréales	41 319	38 427	37 977	41 907	53 598	27,9
Engrais	11 678	16 390	10 526	15 674	19 814	26,4
Clinker	138 910	131 550	152 876	151 225	137 671	-9,0
Autres solides en vrac	19 222	13 638	0	0	6 774	///
<b>Total liquides + Solides en vrac</b>	1 626 246	1 704 904	1 363 775	1 664 548	1 430 893	-14,0
<b>Marchandises diverses</b>	1 393 579	1 504 217	1 450 910	1 443 819	1 448 121	0,3
Conteneurs	1 357 579	1 468 217	1 414 910	1 407 819	1 345 829	-4,4
Véhicules automobiles					20 662	///
RO-RO* (hors conteneurs)					81 630	///
Autres	36 000	36 000	36 000	36 000	///	///
<b>Total marchandises</b>	3 019 825	3 209 121	2 814 685	3 108 367	2 879 014	-7,4
Nombre de conteneurs (équivalent vingt pieds)	142 240	150 710	147 258	143 728	146 394	1,9
Vides	49 085	44 429	43 765	45 306	52 204	15,2
Pleins	93 155	106 281	103 493	98 422	94 190	-4,3

\*Ro-Ro : navire utilisé pour transporter entre autres des véhicules, chargés grâce à des rampes d'accès.

Source : Grand port maritime de la Martinique.

## Les escales de croisière continuent leur progression

### Évolution des escales en Martinique

en nombre et %

	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013/2012
<b>Nombre d'escales</b>	1 411	1 414	1 359	1 422	1 453	2
Commerce	778	751	715	705	709	1
Croisière	100	97	60	88	110	25
Inter îles, passagers et ferries	374	349	369	416	392	-6
Autres	159	217	215	213	242	13,6

Source : Grand port maritime de la Martinique.

## Les croisiéristes plus nombreux

### Évolution de la fréquentation portuaire

en nombre et %

	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013/2012
<b>Nombre de passagers (en pax)</b>	211 539	222 850	165 898	235 632	270 006	14,6
Croisière transit	68 058	74 584	34 773	93 822	99 768	6,3
Croisière basée au port	8 551	11 417	6 142	24 609	54 302	120,7
Total Croisière	76 609	86 001	40 915	118 431	154 070	30,1
Inter-îles	134 930	136 849	124 983	127 704	115 936	-9,2

Source : Grand port maritime de la Martinique.



# Le trafic passagers en hausse

**Le trafic de passagers commerciaux affiche en 2013 une hausse globale de 3,7 %. Cette progression est soutenue principalement par le trafic avec la France qui affiche + 7,6 % par rapport à l'an dernier et dans une moindre mesure par le trafic avec les « autres aéroports ». A l'inverse, le trafic avec les deux autres DFA est en régression.**

### Le flux de passagers plus dynamique

Avec 1,62 millions de passagers locaux transportés en 2013, le trafic aérien de passagers reprend un nouveau souffle. Mais c'est principalement la ligne transatlantique qui revitalise ce trafic avec une évolution de 7,6 % sur un an. A l'inverse, entre la Martinique et les deux autres départements français d'Amérique, il fléchit de 1,9 %. L'international décline également, en particulier la zone Caraïbe qui baisse de 17 %, suite à l'arrêt de la desserte deux fois par jour (soit 14 vols par semaine) de la ligne Fort-de-France Porto Rico, par la compagnie American Eagle. Cette desserte a été remplacée en partie par la Compagnie Seaborne à compter du mois de Juin 2013, avec seulement 4 vols/semaine.

Les 65 % de hausse qu'affichent les « autres aéroports » n'ont que peu d'impact sur l'ensemble du fait de leur faible poids. En 2013, la provenance/destination des passagers transitant sur la plateforme a peu

varié. Cependant, la prédominance des passagers en provenance/destination de la France hexagonale s'est légèrement renforcée.

### Les mouvements commerciaux stagnent globalement

Les mouvements commerciaux atteignent respectivement + 6,3 % et - 13,4 % pour le secteur national et le secteur international, soit une légère diminution globale de 1 %.

Le trafic de/ou à destination de Paris-Orly et Pointe-à-Pitre représente 80 % du trafic enregistré sur la plateforme. Les échanges avec Paris-CDG progressent, l'escale est la base de la compagnie XL Airways. Cette desserte mise en place en décembre 2012 se hisse au 3ème rang des escales desservies, avec une variation du nombre de passagers de 118 % par rapport à 2012. L'évolution du trafic avec Orly reste plus modeste, 2,6 % sur un an. Les dessertes Pointe-à-Pitre et Cayenne affichent respectivement une diminution de 1,4 % et de 5,2 % pour les passagers locaux. La hausse de 64,6 % des liaisons internationales à faible potentiel « autres aéroports », s'explique par l'arrivée de la compagnie American Airlines qui dessert directement Miami depuis Avril 2013. Cependant, elles impactent très peu la croissance du flux de passagers car elles représentent un faible poids dans la structure du trafic de passagers (1 %). La compagnie Air Canada reste présente pour la liaison avec Montréal et une saison charter en 2013 est en regain d'activité.

Le trafic fret commercial en diminution de 0,6 % par rapport à 2012, se traduit par une baisse de 3,5 % des importations et une augmentation de

7 % des exportations. Cette progression du fret à l'export s'explique en partie par la diminution de la franchise bagage pratiquée par les compagnies qui assurent la liaison vers la France. La poste est en régression de 5 % par rapport à l'année dernière.

### L'Aéroport Martinique Aimé Césaire est devenu la SAMAC

Dernière Société Aéroportuaire à avoir été créée en France, après Strasbourg en mai 2011 et La Réunion en juin 2011, l'entreprise a pour raison sociale « Société par actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire » (SAMAC)<sup>1</sup>. Le premier Conseil de Surveillance qui s'est tenu le 26 juillet 2012, a en effet élu son Président, M. Manuel Baudouin et son Vice-président, M. René Brun et nommé les membres du Directoire MM. Frantz Thodiard et Serge Cyrille. L'avenant de prolongation jusqu'en 2049 de la concession Aéroportuaire entre l'Etat et la SAMAC, a été signé à l'issue de cette réunion par le Président du Directoire, M. Frantz Thodiard.

### La réforme des aéroports français

La Loi du 20 avril 2005 a défini les contours des nouvelles Sociétés Anonymes pour douze grands aéroports (Nice, Toulouse, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Denis de la Réunion et Cayenne).

### Une nouvelle organisation

La nouvelle organisation mise en place repose sur la séparation des fonctions de gestion tenues par le Directoire et de celles d'orientation et de contrôle exercées par le Conseil de Surveillance.

<sup>1</sup> - Voir l'Arrêté du 7 juin 2012 autorisant le transfert de la concession de l'aérodrome de Martinique-Aimé Césaire à la société par actions de l'aéroport Martinique-Aimé Césaire.

José JEAN-MARIE  
Société par action de  
l'Aéroport Martinique Aimé  
Césaire (SAMAC)



## Chiffres clés du transport aérien

en nombre et %

	2012	2013	Évolution 2013/2012
Nombre de passagers	1 562 461	1 623 518	3,9
dont France	992 418	1 067 591	7,6
dont Dom	457 773	448 924	-1,9
dont Caraïbes	95 070	78 697	-17,2
dont Autres aéroport	17 200	28 306	64,6
Fret commercial (tonnes)	9 492	9 430	-0,7
La poste (tonnes)	2 861	2 717	-5,0

Source : SAMAC

## Le trafic passagers reprend

### Évolution annuelle du trafic aéroportuaire en Martinique

en nombre et %

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Mouvements d'avions commerciaux	24 086	22 824	20 473	20 692	21 501	19 814	19 590	-1,1
Trafic de passagers (en milliers)	1 695	1 673	1 608	1 672	1 727	1 640	1 685	2,7
dont passagers locaux	1 603	1 572	1 496	1 557	1 621	1 566	1 624	3,7
dont passagers en transit	93	101	112	115	107	75	61	-18,7
Trafic fret commercial (tonnes)	13 925	12 785	11 336	11 010	10 603	9 492	9 430	-0,7
Trafic poste (en tonnes)	2 240	2 315	2 712	2 697	2 753	2 861	2 717	-5,0

Source : SAMAC.

## Regain de la ligne transatlantique

### Évolution du trafic de passagers sur la ligne transatlantique depuis la Martinique

en nombre et %

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
France	991 527	1 027 799	976 276	960 059	976 845	1 022 667	992 418	1 067 591	7,6

Source : SAMAC.

## Le trafic passagers stagne

### Passagers entre la Martinique et les départements Français d'Amérique

en nombre et %

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Guadeloupe	393 366	406 664	370 863	396 589	412 354	391 423	386 029	-1,4
Guyane	61 506	66 776	61 890	66 282	67 045	66 350	62 895	-5,2
Total Régional	454 872	473 440	432 753	462 871	479 399	457 773	448 924	-1,9

Source : SAMAC.

## Forte progression du trafic «autres aéroports»

### Passagers à destinations internationales depuis la Martinique

en nombre et %

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Caraïbe Internationale	97 303	103 392	92 799	96 182	99 228	95 070	78 697	-17,2
Autres Aéroports	22 931	18 844	10 748	14 555	14 663	17 200	28 306	64,6
Total International	120 234	122 236	103 547	110 737	113 891	112 270	107 003	-4,7

Source : SAMAC.



# Le marché de l'automobile reste atone

**En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs a baissé de 3,5 % en Martinique. Les voitures particulières de cylindrées élevées fonctionnant au gasoil sont les plus concernées. En parallèle, les marques françaises perdent des parts de marché. Cette morosité du secteur automobile ne concerne pas les ventes de véhicules d'occasion qui enregistrent une croissance moyenne annuelle de 2 % par an depuis le début des années 2000.**

**E**n 2013, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories confondues baissent de 3,5 %, après - 11 % en 2012. Cette morosité du marché des véhicules neufs a débuté dès 2007. Avec moins de 14 000 véhicules vendus, c'est le plus faible volume de transaction atteint depuis 2000. Les ventes de voitures particulières sont les plus touchées par ce recul (- 6 %) d'autant plus qu'elles représentent 80 % des immatriculations.

Le marché de l'occasion est plus florissant. Avec 30 000 véhicules vendus en 2012, ce marché a connu une croissance moyenne annuelle de 2 % depuis le début des années 2000.

### Les grosses cylindrées en net recul

En ce qui concerne le marché des voitures particulières, les grosses cylindrées de 9 CV et plus sont les plus touchées par la morosité du secteur ; elles baissent de moitié. Les petites cylindrées résistent mieux car plus économiques et moins émettrices de CO<sub>2</sub>. Elles bénéficient d'un bonus écologique dont le montant maximal est passé de 5 000 à 7 000 euros au 1er janvier 2013. Le développement d'une prise de conscience environ-

nementale contribue à l'émergence d'un marché de véhicules hybrides même s'il ne représente que 2 % des achats automobiles.

### Les marques françaises se vendent moins bien

En 2013, les marques françaises ont perdu trois points de part de marché (38 %). Elles ont vendu 10 % de voitures particulières en moins. Les véhicules de marques étrangères représentent désormais 62 % du marché de l'automobile. La baisse des ventes touche plus les véhicules fonctionnant au gasoil (- 8 %) que ceux fonctionnant à l'essence (- 0,3 %). La réduction de l'écart des prix à la pompe entre le diesel et le supercarburant peut être un élément d'explication.

Philippe Mouty

#### Définitions

**Véhicule Hybride** : Le véhicule hybride possède deux moteurs : l'un fonctionne avec du carburant (moteur thermique), l'autre est électrique. Les batteries permettent d'alimenter en énergie le moteur électrique et ainsi de suppléer, à la demande, au moteur thermique, permettant des gains de consommation non négligeables.

**Le bonus-malus écologique** : Instauré en décembre 2007, le dispositif du « bonus-malus écologique » comporte deux volets. D'une part, il incite les acheteurs de véhicules neufs à privilégier les moins émetteurs de CO<sub>2</sub>. L'acheteur d'un véhicule faiblement émetteur en CO<sub>2</sub> bénéficie d'un « bonus ». En revanche, il doit s'acquitter d'un « malus » si le véhicule est fortement émetteur. D'autre part, un « super-bonus » permet de favoriser le renouvellement des véhicules anciens par des véhicules neufs moins polluants.



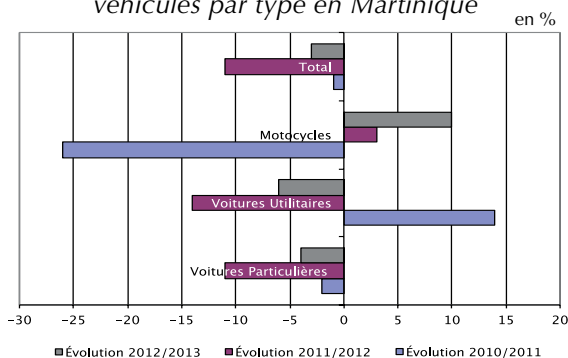
## Chiffres clés de l'automobile

	Nombre	Évolution (%) 2013/2012
Immatriculations :		
véhicules particuliers	11 081	-3,8
autres	2 643	-1,9

Source : SoeS-RSVERO.

## Moins d'immatriculations neuves de voitures particulières et utilitaires

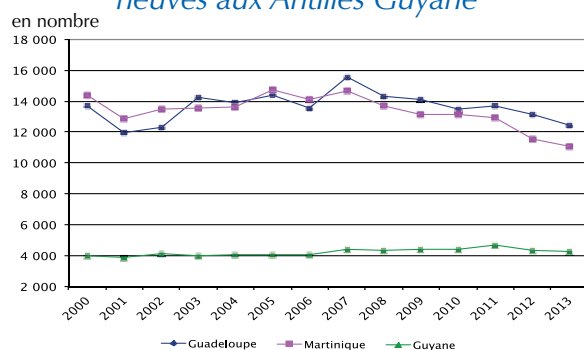
Evolution des immatriculations neuves de véhicules par type en Martinique



Lecture : En 2013, les ventes de motocycles sont en baisse de 11 %, celles des voitures utilitaires de 6 %.

Source : SoeS-RSVERO.

## Immatriculations des voitures particulières neuves aux Antilles Guyane



Source : SoeS-RSVERO.

## Les ventes de voitures particulières chutent

Immatriculations neuves des voitures particulières, utilitaires et motocycles en Martinique

Type de véhicule	2010	2011	2012	2013
Voitures Particulières	13 171	12 951	11 524	11 081
dont : marques étrangères (%)	58	58	58	61
diesel (%)	59	57	57	54
Voitures Utilitaires	2 085	2 374	2 045	1 927
dont : Autobus et autocars	29	50	74	46
Camionnettes (PTAC < ou = 3,5 tonnes)	1 953	2 221	1 831	1 754
Camions (PTAC < ou = 3,5 tonnes)	58	50	77	55
Véhicules automoteurs spécialisés	37	42	53	62
Tracteurs routiers	8	11	10	10
Motocycles	857	632	648	716
<b>Total</b>	<b>16 113</b>	<b>15 957</b>	<b>14 217</b>	<b>13 724</b>

Source : DAAF/Déclarations de Surfaces/POSEI/Douanes.

## Les véhicules hybrides non rechargeables progressent

Immatriculations neuves en Martinique des voitures particulières selon le type de carburant

Type de Carburant	2012	2013
Bicarburant essence-GPL		1
Essence-électricité (hybride non rechargeable)	83	180
Essence	4 923	4 907
Gazole-électricité (hybride non rechargeable)	4	5
Gazole	6 513	5 978
Non déterminé	1	10
<b>Total</b>	<b>11 524</b>	<b>11 081</b>

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.

## Les petites cylindrées de moins de 7 CV se stabilisent

Les voitures neuves en Martinique selon la cylindrée et le type de carburant en 2013

Cylindrée	Essence	Essence Hybride	Gazoil	Gazoil Hybride	Essence GPL	nd	Total	Evolution (%) 2013/2012
Moins de 7 CV	4 164	170	4 550	0	1	9	8 894	3
7 à moins de 9 CV	629	0	768	5	0	0	1 402	-2
9 à moins de 12 CV	77	0	485	0	0	1	563	-44
12 CV et plus	37	10	175	0	0	0	222	-47
<b>Total</b>	<b>4 907</b>	<b>180</b>	<b>5 978</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>11 081</b>	<b>-4</b>

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.



# L'activité hôtelière retrouve des couleurs en 2013

**Avec 60 % des chambres occupées, l'activité hôtelière de Martinique retrouve des couleurs en 2013. Le nombre de visiteurs et les nuitées sont en nette augmentation par rapport aux dernières années. Toutefois, les créations d'entreprises liées au tourisme ralentissent, mais la restauration reste l'activité privilégiée des nouvelles entreprises.**

**E**n 2013, la fréquentation des hôtels homologués de Martinique est la meilleure des quatre dernières années. Le taux d'occupation des chambres atteint 60 %, en hausse de 3 points par rapport à 2012. Deux éléments principaux participent à cette évolution : l'offre hôtelière se contracte et la clientèle, plus nombreuse, remplit d'autant mieux les chambres disponibles.

Ainsi, l'ajustement du parc hôtelier se poursuit toujours, même si le nombre de chambres offertes a moins diminué en 2013 (- 2,5 % pour - 4,9 % l'année précédente). Néanmoins, corroborant la hausse du trafic aérien de passagers, le nombre de clients reçus dans les hôtels a nettement augmenté durant l'année ; les hôteliers auront accueilli 4,4 % de clients de plus

qu'en 2012. Le développement de l'activité des croisiéristes capte en partie les 7,6 % de flux supplémentaires entre la Martinique et la France. L'affluence des premiers mois de l'année confirme une haute saison touristique réussie, tandis que l'occupation du dernier trimestre affiche des résultats prometteurs pour la prochaine saison.

Les visiteurs étrangers sont venus plus nombreux en 2013 assurant 13,8 % des nuitées totales. Ils ne représentent que 10 % de la clientèle hôtelière mais leurs séjours sont plus longs que ceux de la clientèle française. Ils résident à l'hôtel 5,8 jours en moyenne, soit 1,7 jours de plus que la clientèle française, contribuant ainsi au maintien en 2013 de la durée moyenne du séjour, qui s'élève à 4,3 jours pour l'ensemble de la clientèle.

La clientèle hôtelière française reste néanmoins majoritaire en Martinique (86 % de la clientèle totale). Mais les français séjournent plus longtemps dans la petite hôtellerie (+ 1 jour) que dans la grande. Le phénomène s'inverse pour la clientèle étrangère qui soutient principalement l'activité de la grande hôtellerie. En 2013, les établissements 3 étoiles et plus concentrent 68 % des visiteurs et 63 % des nuitées totales.

### Baisse des créations d'entreprises

En 2013, 319 entreprises ont été créées dans les secteurs d'activité liés au tourisme en Martinique, soit un recul de 15 % par rapport à 2012. Un quart des nouvelles

entreprises sont créées sous le statut de l'auto-entreprise contre un tiers l'année précédente, en lien avec le nouveau dispositif concernant l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL).

La restauration regroupe plus de la moitié des entreprises liées au tourisme. Activité la plus dynamique, elle rassemble 55 % des créations en 2013. Constituée essentiellement de petites entreprises, elle concentre 44 % des créations sous statut d'auto-entrepreneurs, en majorité dans la restauration rapide.

Près d'un tiers des entreprises relèvent des activités de transports. Les créations dans les transports concernent surtout les locations de véhicules de courte durée (60 % des créations) et le transport maritime côtier de passagers (21 % des créations).

13 % des créations d'entreprises concernent les « activités culturelles, récréatives et sportives » et le secteur rassemble un tiers des nouveaux auto entrepreneurs.

Les «Autres activités touristiques», comprenant les services de réservation et de voyage (4 % des créations), est le seul secteur qui crée plus d'entreprises en 2013 qu'en 2012. Enfin, si le nombre de créations se maintient dans l'hébergement (8 % des créations), il s'agit essentiellement d'hébergements touristiques hors hôtellerie.

Maud TANTIN-MACHECLER

#### Définitions

Taux d'occupation : Nombre de chambres occupées / Nombre de chambres offertes.  
Durée moyenne de séjour : Nombre nuitées totales / Nombre d'arrivées totales.

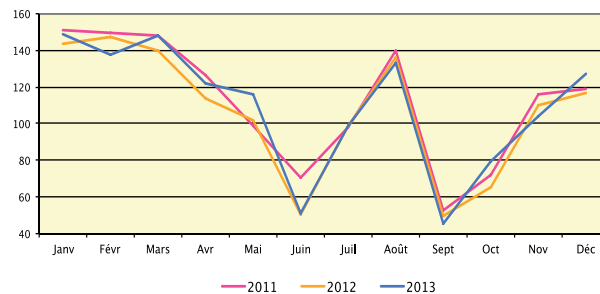


## Chiffres clés du tourisme

	Valeur	Évolution
Chambres d'hôtels offertes (en moyenne par jour)	3 193	-2,5%
Taux d'occupation	59,7%	3 points
Nuitées totales (en milliers)	1 313	3,1%
dont part des nuitées étrangères	13,8%	2,5 points
Durée moyenne du séjour	4,28 jours	-0,1 jour

Source : DGCS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière.

## Évolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie de Martinique (en millier)



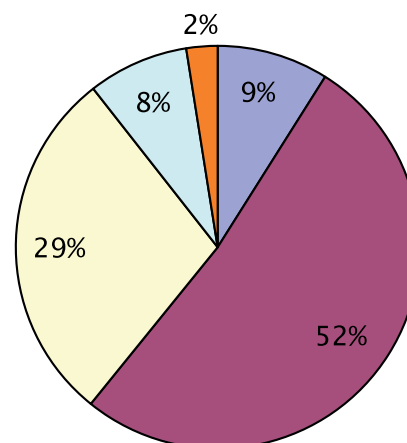
Source : SoeS-RSVERO.

## Une nette embellie de la fréquentation hôtelière Évolution du taux d'occupation en continue sur l'année

Année	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	Total
2011	72,4	53,4	50,3	53,5	57,6
2012	71,1	47,3	49,6	57,9	56,7
2013	76,7	54,0	50,8	57,0	59,7

Source : DGCS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière.

## Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur au 1er janvier 2013



- Hébergements
- Restaurants et cafés
- Transports
- Activités culturelles, récréatives et sportives
- Autres activités touristiques

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.

## Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur

	en nombre	
	1er janvier 2012	1er janvier 2013
Hébergements	268	290
Restaurants et cafés	1611	1683
Transports	888	928
Activités culturelles, récréatives et sportives	239	262
Autres activités touristiques	84	81
<b>Total</b>	<b>3090</b>	<b>3244</b>

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.

## Répartition des entreprises créées dans le tourisme entre 2011 et 2013

	en nombre		
	2011	2012	2013
Hébergements	24	28	27
Restaurants et cafés	209	198	175
Transports	68	80	63
Activités culturelles, récréatives et sportives	44	58	40
Autres activités touristiques	5	11	14
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>375</b>	<b>319</b>

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.



# Des échanges commerciaux en retrait

**Les produits pétroliers impactent de façon récurrente le niveau des importations et exportations de la Martinique. L'apathie de l'économie martiniquaise est également un frein à l'évolution des échanges commerciaux et ne crée pas une dynamique nécessaire à une vraie reprise. La France métropolitaine reste le partenaire privilégié de la Martinique. Toutefois, des nouvelles destinations s'affirment de plus en plus, comme les États-Unis. La Guadeloupe et la Guyane restent des partenaires privilégiés, notamment pour les produits pétroliers.**

Après avoir marqué une pause en 2012, les importations martiniquaises décroissent de près de 3 %. Leur montant global est de 2 730 milliards d'euros. Ce recul est lié plus spécifiquement à la chute des importations d'hydrocarbures (-27 %), avec notamment deux fois moins d'importations d'hydrocarbures en provenance de la Norvège. La méfiance des ménages conjuguée à l'attentisme des entreprises entraînent une baisse significative des importations de biens d'équipements. Ce secteur enregistre un recul de 7 %. Les importations de véhicules, à destination

des ménages mais aussi des entreprises, subissent également les effets de ce climat morose (-10 %).

L'augmentation significative des importations du secteur « autres » est liée surtout aux importations de produits de l'édition (imprimés, catalogues, images, etc.) et de produits de stockage de données informatiques. Plus de la moitié des importations proviennent de France métropolitaine, ce qui place cette dernière largement en tête des partenaires commerciaux de la Martinique.

La baisse drastique des importations des hydrocarbures modifie le classement des partenaires commerciaux de la Martinique. En effet, en 2012, la Norvège se situait en deuxième position après la métropole. En 2013, elle est reléguée au quatrième rang après l'Union européenne et les États-Unis, qui ont gagné des parts de marché dans de nombreux secteurs.

### Des exportations en demi-teinte

Après avoir connu un essor historique en 2012, grâce au pétrole raffiné, les exportations martiniquaises connaissent une baisse substantielle de 5 % en 2013. Ce recul est lié essentiellement aux produits pétroliers. En effet, hors produits pétroliers, les exportations martiniquaises progressent de 18 %. L'explosion des exportations de matériel de transport est liée à l'exportation d'un véhicule aérien pour la Moldavie. Sans cela, le niveau serait identique à celui de 2013.

Le développement de la cercosporiose noire affecte les exportations de banane vers la métropole, principal destinataire de ce fruit (-12 %). Après plusieurs années de progression, les exportations de rhum en-

registrent un recul de près de 5 % en 2013. Les exportations de sucre sont également en retrait mais de façon plus marquée. La baisse de rendement de la canne observée lors de la campagne explique en partie ce repli. La France métropolitaine est destinataire de 40 % des exportations martiniquaises, niveau identique à celui de 2012. Les exportations vers les pays de l'Union européenne enregistrent un repli, alors que celles vers le marché américain connaissent un essor.

Au deuxième rang des exportations, se trouve la Guyane. En effet, les exportations de produits pétroliers enregistrent un regain non négligeable. Le phénomène inverse s'est produit avec la Guadeloupe, ce qui explique la troisième place de ce DFA.

Quant aux autres partenaires commerciaux de la Martinique, on peut noter une légère embellie des exportations vers la zone Caraïbes.

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'Outre-mer.

Christiane MILLET





*En 2013, la métropole renforce sa place de partenaire privilégié de la Martinique*  
 Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial de la Martinique en 2013  
 en % et millions d'euros

	Importations		Exportations		Solde
	Valeur	%	Valeur	%	
France métropolitaine	1 431,5	52,4	156,7	39,0	-1 274,8
Union européenne hors France	384,6	14,1	6,6	1,6	-378,0
Etats-Unis	352,6	12,9	23,1	5,8	-329,5
Norvège	207,9	7,6	0,0	0,0	-207,9
Guadeloupe	71,8	2,6	72,8	18,1	1,0
Chine	56,0	2,1	0,1	0,0	-55,9
Caraiïbe ACP	54,9	2,0	5,8	1,4	-49,1
Caraiïbe hors ACP	46,6	1,7	4,2	1,0	-42,4
Guyane	8,4	0,3	114,0	28,4	105,6
Autres	115,7	4,2	18,2	4,5	-97,5
<b>Total</b>	<b>2 730,0</b>	<b>100,0</b>	<b>401,4</b>	<b>100,0</b>	<b>-2 328,6</b>

Source : Douanes, calculs Insee.

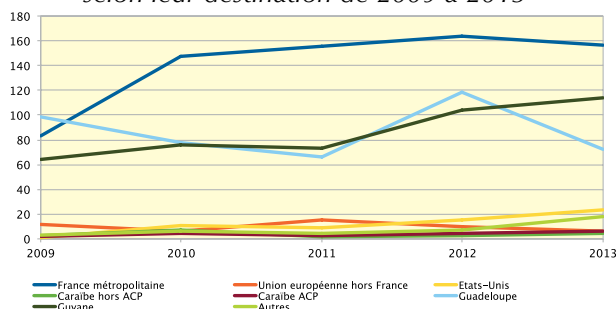
*L'apathie de l'économie martiniquaise impacte négativement les échanges commerciaux*  
 Montants et évolutions des importations et des exportations par activité en Martinique en 2013  
 en % et millions d'euros

	Importations		Exportations	
	Valeur	%	Valeur	%
AZ - Agriculture, sylviculture et pêche	52,9	8,2	77,1	-11,0
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	309,8	-26,6	14,4	-7,7
C1 - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	413,1	4,7	57,1	14,0
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	458,2	21,9	143,8	-30,3
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	372,3	-6,8	9,2	-3,2
C4 - Matériels de transport dont industrie automobile	257,9	3,7	20,3	52,6
C5 - Autres produits industriels dont pharmacie	200,8	-11,7	0,9	-43,7
C5 - Autres produits industriels	842,5	0,3	43,0	1,6
dont pharmacie	143,1	1,6	2,9	93,3
Autres	33,3	42,9	36,5	182,5
<b>Total</b>	<b>2 730,0</b>	<b>-2,9</b>	<b>401,4</b>	<b>-5,3</b>

Source : Douanes, calculs Insee.

## La Guyane grignote des parts de marché

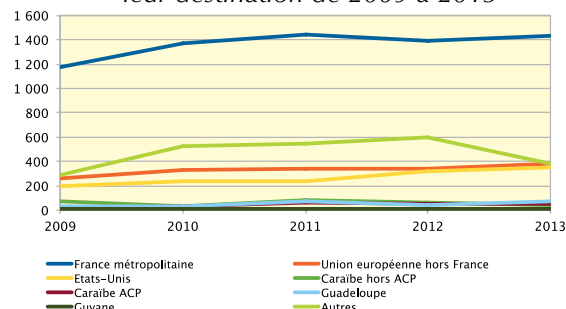
Répartition des exportations de la Martinique selon leur destination de 2009 à 2013



Source : Douanes, calculs Insee

## La métropole, partenaire principal de la Martinique

Répartition des importations de la Martinique selon leur destination de 2009 à 2013



Source : Douanes, calculs Insee

## Des échanges commerciaux sous influence pétrolière

Évolution des importations et exportations de la Martinique de 2003 à 2013

en millions d'euros

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Importations	1 896	2 027	2 301	2 505	2 527	2 766	2 046	2 571	2 792	2 813	2 730
Exportations	341	322	378	489	336	367	267	334	329	424	402
Balance commerciale	-1 555	-1 705	-1 923	-2 016	-2 191	-2 399	-1 779	-2 237	-2 463	-2 389	-2 329

Source : Douanes, calculs Insee.



# L'économie guadeloupéenne manque de souffle en 2013

**En 2013, l'économie guadeloupéenne reste fébrile. Tandis que l'inflation est contenue à un niveau faible, l'attentisme des ménages plombe la consommation, traditionnel moteur de la croissance. Les importations de produits agroalimentaires et de biens d'équipement sont en baisse. Toutefois, le manque de visibilité n'a pas empêché les chefs d'entreprises de retrouver le chemin de l'investissement. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement et de biens intermédiaires. Autre soutien à la croissance, l'activité hôtelière se redresse en 2013.**

L'activité des pays avancés est atone en 2013 et la croissance économique française n'a progressé que de 0,3 % supérieure toutefois à la moyenne de la zone euro (-0,5 %). Dans les petites Antilles, l'activité est restée peu dynamique. La croissance économique de la Guadeloupe n'échappe pas à la morosité ambiante; elle s'inscrit dans un mouvement de ralentissement débuté en 2011.

La consommation des ménages n'a pas joué son rôle de moteur de l'activité en Guadeloupe. L'atonie de la demande des ménages s'accompagne d'une stabilité de la demande de crédit à la consommation. Elle est également perceptible dans les échanges commerciaux avec une baisse des impor-

tations de produits agroalimentaires et de biens d'équipement. En particulier, dans le secteur de l'automobile, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 5 % pour la deuxième année consécutive. En lien avec la contraction de la demande locale, le trafic de marchandises diverses du port autonome est en baisse de 9 %.

Dans ce contexte de ralentissement économique et de baisse des prix des produits pétroliers, l'inflation est faible. Les ménages ont profité des taux d'intérêt historiquement bas pour contracter des crédits à l'habitat qui progressent de 6 % par rapport à 2012. Les professionnels du secteur du bâtiment n'en ont pas profité et le marasme se maintient dans ce secteur. Le nombre de logements individuels et collectifs autorisés à la construction recule de 8 % par rapport à l'an dernier, impactant négativement la consommation de ciment (-5 %) qui retrouve son plus bas niveau, déjà observé en 2011 et durant la crise sociale de 2009. En conséquence, l'emploi dans le BTP se contracte pour la troisième année consécutive. Plus globalement, presque tous les secteurs d'activité sont touchés par le ralentissement de l'activité, avec pour conséquence, des pertes d'emploi dans l'économie guadeloupéenne (-3,5 %) et un chômage en hausse (26 %).

En dépit de ce climat économique incertain, l'investissement est mieux orienté qu'en 2012. Il s'agit probablement d'un mouvement de rattrapage après plusieurs années d'un investissement limité. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement (+18 %) dépassant même leur niveau d'avant crise. Les importations de biens intermédiaires progressent aussi mais à un rythme moins soutenu qu'en 2012 (respectivement 1,6 % et 6 %).

L'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises est en légère progression (+0,6 % contre 2,5 % en 2012).

D'autres secteurs soutiennent également la dynamique régionale. L'activité hôtelière se redresse en 2013, avec un flux de clients en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière. C'est également le cas des exportations qui progressent de 2,8 %. C'est particulièrement vrai pour les exportations de bananes dont le dynamisme se confirme (+10 %). A ses côtés, le melon gagne progressivement des parts de marché à l'extérieur.

Les mauvaises performances économiques de l'année 2013 se prolongent au premier trimestre 2014. Signe d'une économie peu dynamique, l'inflation est presque nulle. Les entreprises, faute de visibilité, sont peu enclines à investir comme en témoigne la baisse des importations de biens d'équipement professionnel (-16 %) et de biens intermédiaires (-3 %). Le secteur du BTP souffre de l'absence de grands chantiers de travaux publics, et de la baisse continue du nombre de logements autorisés (-23 %) en lien avec la chute de la consommation de ciment (-13 %). Les créations d'entreprises sont moins nombreuses. Du côté des ménages, dopées par la dynamique touristique, les importations de biens de consommation courante sont mieux orientées (+2,4 %). Les ménages restent prudents et préfèrent épargner, comme en atteste la remontée du taux d'épargne au détriment de la consommation au premier trimestre 2014.

Ali BENHADDOUCHE



## L'économie guyanaise perd son souffle en 2013

**Le ralentissement de l'économie guyanaise se confirme en 2013. L'emploi salarié progresse plus faiblement que les années précédentes. Les services et l'industrie continuent de créer des emplois tandis que la construction en perd pour la première fois. Les créations d'entreprises, levier pour créer son emploi, reculent. Si le spatial confirme sa bonne santé, les autres secteurs peinent à trouver de nouveaux relais de croissance. Les conséquences sont directement visibles sur le territoire avec un marché du travail fébrile et des ménages qui diffèrent leurs achats face à ce climat morose**

### Un marché du travail atone

L'emploi salarié marchand en Guyane continue d'augmenter mais plus faiblement que les années précédentes. Il est principalement porté par les services. C'est l'industrie qui s'offre la plus forte progression (+ 3,6 %) tandis que la construction perd pour la première fois des emplois (- 4 %). Face à un marché du travail peu dynamique, la population avait jusqu'à maintenant recours à

la création d'entreprise pour créer leur emploi. Mais ce levier ne fonctionne plus, les créations d'entreprises du secteur marchand non agricole sont en recul par rapport à l'an dernier. Les services et le commerce sont les plus concernés. L'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur s'essouffle. Il représente un tiers des créations d'entreprises contre la moitié l'an dernier. La Guyane fait aussi face à un taux de chômage important, 21 %. Bien que stable depuis quelques années, il reste supérieur de 11 points à celui de la Métropole.

### Le secteur spatial sourit, les autres secteurs grimacent

Du côté des entreprises, les signes sont plus contrastés. Pour la quatrième année consécutive, les importations guyanaises progressent. Elles sont portées par les entreprises (importations des biens d'équipement) et par l'importation de produits pétroliers. Les ménages guyanais ne contribuent pas comme les années précédentes à cette progression. Le secteur du spatial, avec 7 lancements réussis par les trois lanceurs Ariane, Soyouz et Véga, confirme sa bonne santé et son implantation dans le paysage industriel guyanais. Il reste le moteur de l'économie guyanaise. Mais l'un des secteurs porteurs de l'économie, la construction, est en panne. Le nombre de logements autorisés diminue d'environ 28 % par rapport à l'an dernier. Le secteur de la construction en Guyane comme en Guadeloupe ou en Martinique, fortement dépendant de la commande publique, se fragilise dès l'amorce d'une incertitude sur les crédits publics (gel des crédits amorcé en sep-

tembre 2013). Les demandes d'autorisations de logements collectifs chutent (- 42 %) avec 1 100 unités tandis que celles de logements sociaux se maintiennent autour de 900 unités.

### Pour contrer la hausse des prix, les ménages se montrent prudents

Pour la troisième année consécutive, l'inflation en Guyane se maintient en dessous du seuil de 2 %. Elle s'établit en 2013 à 1,4 %. C'est la plus forte inflation des trois DFA. L'inflation y est principalement portée par les services et l'alimentation. Sur l'alimentation, notamment sur les produits frais, les évolutions de prix à la consommation sont fortes, + 7 %. Face à cette hausse des prix, les ménages diffèrent leurs achats et se tournent vers l'épargne. En fin d'année 2013, l'ensemble des dépôts des ménages guyanais progresse de 4,4 %. Les ménages guyanais privilégient, de façon quasi-égale, une épargne de précaution (peu risquée) représentée par le livret A ou bleue et une épargne d'investissement telle que l'assurance-vie ou encore l'épargne logement. Le secteur automobile est directement pénalisé par la prudence des ménages et l'atonie du marché du travail, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories baissent (- 2 %). La diminution est encore plus marquée pour les voitures utilitaires (- 6 %).

N. YAHOU-DAUVIER  
B. HURPEAU

## Le bilan économique 2013 en Martinique

### Un redémarrage encore faible

Dans un contexte national encore fragile, les principaux acteurs économiques de la Martinique semblent s'essouffler. La reprise espérée en 2012 ne se confirme pas en 2013. Longtemps portés par la commande publique et l'investissement, les moteurs de l'économie martiniquaise tournent au ralenti. Dans ce contexte, la consommation des ménages ne redémarre pas encore.

La revue économique des Antilles-Guyane

ISSN : 0987-4216

Directeur de la publication :  
Didier BLAIZEAU

Rédactrice en chef :  
Béatrice CELESTE

Chef de projet :  
Nicolas PRUD'HOMME

